



Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz  
Rue de l'Industrie 26-38  
1040 Bruxelles  
Tél.: 02/289.76.11  
Fax: 02/289.76.09

## COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

### **DECISION**

(B) 031028-CDC-231

relative

*'aux conditions générales des contrats d'accès  
proposés par le gestionnaire du réseau aux  
utilisateurs du réseau '*

prise en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19  
décembre 2002 établissant un règlement technique  
pour la gestion du réseau de transport et l'accès à  
celui-ci

28 octobre 2003

# DECISION

En application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci (ci-après le « règlement technique »), la COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (ci-après la « CREG ») examine dans ce qui suit les conditions générales des contrats d'accès que le gestionnaire du réseau, Elia System Operator SA (ci-après « Elia »), propose aux utilisateurs du réseau.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2003, Elia a, en application de l'article 6 du règlement technique, notifié à la CREG, en néerlandais, les conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès qu'elle propose aux utilisateurs du réseau. Elia y a joint une série de documents venant justifier les dispositions desdits contrats. Ensuite, le 2 octobre 2003, Elia a fait parvenir quelques pièces à la CREG afin de compléter le dossier introduit le 1<sup>er</sup> octobre 2003.

Le 15 octobre 2003, la CREG a transmis à Elia la proposition de décision ayant servi de base à l'adoption de la présente décision et lui a offert la possibilité de réagir par écrit jusqu'au 22 octobre 2003. Elia a fait usage de cette possibilité et a transmis ses remarques écrites à la CREG par lettre du 22 octobre 2003, de même qu'une nouvelle version adaptée des conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès. Par la suite, Elia a transmis à la CREG un dossier complété contenant encore quelques documents et corrections supplémentaires. Dans sa lettre du 23 octobre, Elia demande à la CREG de tenir compte du dossier introduit le 23 octobre uniquement et non de la version transmise le 22 octobre 2003. Faisant suite à cette demande, la CREG ne tient dès lors pas compte des textes reçus d'Elia le 22 octobre 2003.

La présente décision concerne uniquement la version des conditions générales du contrat d'accès portée à la connaissance de la CREG par Elia le 1<sup>er</sup> octobre 2003. La nouvelle version adaptée des conditions générales du contrat d'accès reçue par la CREG le 23 octobre 2003 sera examinée dans une décision séparée.

Une copie du contrat d'accès, porté à la connaissance de la CREG par Elia le 1<sup>er</sup> octobre 2003, est jointe en annexe de la présente décision.

Lors de sa réunion du 28 octobre 2003, le Comité de direction de la CREG a donc pris la décision suivante.

\*\*\*\*

## **REMARQUES PREALABLES**

### **Décisions de la CREG des 20 mars 2003, 20 août 2003 et 18 septembre 2003**

1. Le 20 mars 2003, la CREG a pris une décision (portant la référence (B) 030320-CDC-131) relative aux conditions générales des contrats d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau, qu'Elia avait notifiées à la CREG par lettre recommandée du 27 janvier 2003 (ci-après : la décision du 20 mars 2003). Par cette décision, la CREG a refusé d'approuver l'ensemble desdites conditions générales, qui sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 2003, et a demandé à Elia d'y apporter une série de modifications importantes. Par ailleurs, le 20 mars 2003 toujours, la CREG a pris une décision négative concernant les conditions générales des contrats de responsable d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau (portant la référence (B) 030320-CDC-121), ainsi qu'au sujet des conditions générales de la convention provisoire pour l'utilisation non exclusive du réseau Elia par des utilisateurs éligibles raccordés aux réseaux de distribution établis en région wallonne ou en région bruxelloise (portant la référence (B) 030320-CDC-130), qui ont été notifiées à la CREG par Elia à la même date.

Par lettre du 18 juillet 2003, Elia a ensuite porté à la connaissance de la CREG plusieurs modifications apportées aux annexes 1A et 1B du contrat de responsable d'accès ainsi qu'aux articles 5.1, 5.2.2 et 5.5 et à l'annexe 2 du contrat d'accès. Par deux décisions distinctes prises le 20 août 2003 (portant respectivement les références (B) 030820-CDC-206/1 et (B) 030820-CDC-207/1), la CREG a décidé de maintenir son refus d'approuver toute condition générale du contrat de responsable d'accès et du contrat d'accès.

Le 18 septembre 2003, la CREG a pris une décision similaire concernant les modifications apportées aux articles 1, 5, 6, 9 et aux annexes 4 et 5 des contrats de responsable d'accès, qui avaient été portées à sa connaissance par Elia par lettre du 22 août 2003 (portant la référence (B) 030918-CDC-216/2).

## **Consultation des utilisateurs du réseau et discussions informelles**

2. Au sujet de ces décisions du 20 mars 2003, toute une série de réunions de travail informelles ont été organisées entre la CREG et Elia d'avril 2003 à septembre 2003. Ces discussions informelles avaient pour but commun d'informer Elia en temps utile des remarques formulées par la CREG à l'égard du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès ainsi que de l'interprétation de la CREG de l'application de la réglementation sectorielle à ces contrats, de sorte qu'Elia puisse proposer à ses utilisateurs du réseau des conditions générales qui seront appliquées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 (les conditions générales non approuvées ont été contractées jusqu'au 31 décembre 2003) et qui portent l'approbation de la CREG.

En outre, la CREG a également consulté les utilisateurs du réseau au sujet du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès afin de leur permettre de formuler leurs remarques éventuelles en la matière. Ainsi, un premier groupe de travail réunissant les utilisateurs du réseau concernés s'est penché, le 7 mai 2003, sur le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès en vigueur en 2003. Ensuite, le 19 août 2003, un second groupe de travail a été organisé, avec la participation aussi bien d'Elia que des utilisateurs du réseau concernés, en vue d'informer Elia des critiques et des besoins des utilisateurs du réseau. Dans ce second groupe de travail, les projets (versions de travail) du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès élaborés par Elia pour 2004 ont été discutés.

# PRINCIPES DE BASE

## Droit d'accès au réseau de transport

3. La CREG estime que le droit d'accès au réseau de transport, visé à l'article 15 de la loi électricité, est d'ordre public.

Le droit d'accès au réseau de transport constitue en effet l'un des piliers de base essentiels de la libéralisation du marché de l'électricité<sup>1</sup>. Afin que la concurrence s'installe sur le marché de l'électricité et que les clients finals puissent effectivement choisir leur fournisseur d'électricité, il est primordial que les clients finals, leurs fournisseurs et les producteurs d'électricité aient la garantie d'avoir accès au réseau de transport et qu'ils puissent jouir de ce droit sans discrimination. C'est en effet par le réseau de transport que transitent presque tous les électrons produits et consommés, même pour les clients finals raccordés à un réseau de distribution. Un fournisseur n'est en mesure de fournir effectivement l'électricité qu'il vend à son client que si lui-même, son client et éventuellement le producteur de ce courant (s'il ne produit pas lui-même l'électricité vendue) ont chacun accès au réseau de transport.

A cela vient s'ajouter le fait que le réseau de transport est un monopole naturel, étant donné le fait que les investissements qui y sont réalisés sont des coûts échoués élevés : les investissements représentent des montants importants et ne peuvent être affectés à une autre utilisation que celle du transport d'électricité. En outre, la construction de l'infrastructure de transport (surtout les câbles à haute tension) se heurte à une forte opposition de la population, ce qui exclut donc *de facto* la possibilité d'obtenir les permis de bâtir et autres autorisations nécessaires pour l'aménagement d'un second réseau de transport à côté du réseau existant. Dès lors, il n'est pas réaliste de supposer qu'un voire plusieurs nouveaux réseaux de transport seront construits parallèlement au réseau de transport existant. Ceci explique donc pourquoi l'article 8 de la loi électricité a opté pour un seul gestionnaire de l'unique réseau de transport existant en Belgique.

---

<sup>1</sup> Voir aussi considérant 7 de la Directive 2003/54/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L 176/37, du 15 juillet 2003, où il est également expressément indiqué que l'accès non discriminatoire au réseau de transport revêt une importance primordiale pour l'achèvement du marché intérieur de l'électricité.

Que le droit d'accès au réseau de transport constitue un pilier de base essentiel de la libéralisation du marché de l'électricité ressort également de l'analyse de la situation juridique prévalant avant l'entrée en vigueur de la loi électricité. Au niveau du transport d'électricité, il n'existait en effet aucune législation accordant un quelconque monopole au producteur d'électricité historique. Pourtant, ce producteur d'électricité était le seul, dans les faits, en tant qu'unique fournisseur, à avoir accès au réseau de transport.. Si des tiers n'avaient pas accès au réseau de transport, cela s'expliquait tout simplement par le fait que le producteur d'électricité historique était le propriétaire de la quasi-totalité de l'infrastructure de transport d'électricité en Belgique. C'est précisément en raison de ce droit de propriété du producteur d'électricité historique que les tiers, à l'exception des clients finals approvisionnés par le producteur d'électricité historique, n'avaient pas accès au réseau de transport. La loi électricité n'a pas exigé la modification de cette situation au niveau du droit de propriété : le droit de propriété de l'infrastructure de transport peut encore appartenir à un seul producteur d'électricité, donc également au producteur d'électricité historique en Belgique. Afin d'introduire la concurrence dans le marché de l'électricité, la loi électricité a choisi d'accorder un droit d'accès au réseau de transport à tout client éligible ainsi qu'aux producteurs et aux fournisseurs d'électricité, pour autant que ces derniers approvisionnent des clients éligibles.

Il est donc clair qu'une méconnaissance de ce droit essentiel d'accès au réseau de transport remet en question la libéralisation du marché de l'électricité.

4. Il ressort de l'article 15 de la loi électricité que la garantie effective du droit d'accès au réseau de transport est indissociablement liée au règlement technique et à la régulation des tarifs de transport visés respectivement aux articles 11 et 12 de la loi électricité. Le règlement technique et la régulation des tarifs de transport tendent à concrétiser dans les faits le droit d'accès au réseau de transport.

Conformément à l'article 11 de la loi électricité, le règlement technique règle la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci. La gestion du réseau de transport est une matière technique complexe et très spécialisée que les utilisateurs du réseau eux-mêmes ne maîtrisent pas. Le simple fait que le législateur ait créé un régulateur spécialisé pour le marché de l'électricité, à savoir la CREG, en apporte déjà la preuve. Sur la base de ses connaissances spécialisées, le CREG est en effet à même de contrôler le respect de la législation sectorielle, dont le règlement technique fait partie.

En faisant établir un règlement technique, le législateur entend éviter l'apparition d'une quelconque discrimination entre des utilisateurs du réseau sur la base de divers motifs techniques et non pertinents, qui sont difficiles voire impossibles à réfuter par les utilisateurs du réseau, étant donné qu'ils ne disposent pas des connaissances spécialisées nécessaires concernant la gestion du réseau de transport. Avec ce règlement, le législateur vise également à ce que soit trouvé le bon équilibre entre les utilisateurs du réseau, d'une part, et le gestionnaire du réseau, d'autre part. En effet, les intérêts des utilisateurs du réseau et du gestionnaire du réseau ne sont pas toujours parallèles. Le risque existe donc que le gestionnaire du réseau refuse l'accès à son réseau pour des motifs techniques non pertinents. Contrairement à une entreprise privée ordinaire, le gestionnaire du réseau ne doit pas chercher à obtenir un maximum de clients pour couvrir ses frais et réaliser un bénéfice le plus élevé possible. La régulation des tarifs d'accès au réseau de transport et d'utilisation de celui-ci et des tarifs des services auxiliaires prévue à l'article 12 de la loi électricité implique en effet que les tarifs couvrent précisément l'ensemble de ses frais raisonnables et réels ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable arrêtée par la CREG, quelle que soit l'intensité d'utilisation du réseau de transport. En raison de cette garantie que tous ses coûts, ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable, seront couverts, il se peut que le gestionnaire du réseau tente de refuser l'accès à des utilisateurs du réseau vis-à-vis desquels la prestation de services est plus compliquée ou qui présentent plus de risques techniques ou financiers et tente de motiver son refus par des arguments complexes mais non pertinents. Étant donné que le règlement technique précise les obligations du gestionnaire du réseau et des utilisateurs du réseau, il est donc la traduction technique du droit d'accès au réseau de transport. Il en constitue une traduction essentielle en raison de la complexité technique de la matière et il est par conséquent d'ordre public.

5. La complexité de la gestion du réseau de transport a également une incidence sur la tarification de la prestation de services fournie par le gestionnaire du réseau. Un utilisateur du réseau est dans l'impossibilité de déterminer si les prix que le gestionnaire du réseau pourrait fixer en toute autonomie seraient effectivement des prix corrects. Il ne peut le déterminer car il ne dispose pas lui-même des connaissances techniques requises ni des informations nécessaires. En outre, il ne peut comparer les prix du gestionnaire du réseau avec ceux d'autres gestionnaires du réseau puisque le gestionnaire du réseau jouit d'un monopole légal et naturel et que les divers réseaux de transport nationaux diffèrent fort entre eux. C'est la raison pour laquelle l'article 12 de la loi électricité garantit des tarifs non discriminatoires et transparents. L'article 12 de la loi électricité garantit également que les tarifs de transport ne couvrent pas plus que les coûts raisonnables réels, majorés d'une

marge bénéficiaire équitable. En effet, sans cette régulation des tarifs de transport, le droit d'accès au réseau de transport ne serait pas réellement assuré. Des tarifs discriminatoires mais également des tarifs trop élevés limitent l'accès au réseau de transport. En outre, des tarifs trop élevés peuvent faire naître une discrimination entre le producteur d'électricité historique, d'une part, et les autres utilisateurs du réseau, d'autre part. Il faut savoir que le producteur d'électricité historique possède 70 % des actions du gestionnaire du réseau. Le bénéfice généré par des tarifs trop élevés, c'est-à-dire la part du bénéfice dépassant la marge bénéficiaire équitable, profite en effet pour 70 % au producteur d'électricité historique. Il va donc pouvoir récupérer une partie des tarifs trop élevés. Les autres utilisateurs du réseau ne peuvent le faire puisqu'ils ne sont pas actionnaires du gestionnaire du réseau et, en attendant l'entrée en bourse du gestionnaire du réseau, ils ne peuvent le devenir que si les actionnaires actuels y consentent. Il va de soi que des tarifs de transport discriminatoires ou trop élevés portent *de facto* atteinte au droit d'accès au réseau de transport. La régulation des tarifs de transport est donc d'ordre public.

#### **Article 6 du règlement technique**

6. En vertu de l'article 6 du règlement technique, le gestionnaire du réseau doit notifier à la CREG les conditions générales du contrat d'accès, ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées, afin qu'elle puisse approuver lesdites conditions générales.

Dans le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès qu'Elia a transmis à la CREG le 1<sup>er</sup> octobre 2003, en application de l'article 6 du règlement technique, Elia fait une distinction entre les « conditions particulières » et les « conditions générales » desdits contrats. Ainsi, Elia indique expressément qu'elle adresse uniquement à la CREG une demande d'approbation des conditions générales du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès (et que ladite demande d'approbation ne vise pas les autres dispositions desdits contrats, parmi lesquelles les conditions particulières).

Comme expliqué ci-après, la CREG considère toutefois l'ensemble des dispositions des textes et annexes du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès qui lui ont été transmises le 1<sup>er</sup> octobre 2003 comme étant respectivement les conditions générales du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès. Par conséquent, l'ensemble de ces dispositions sont soumises à l'approbation de la CREG conformément à l'article 6, §1, du règlement technique. Dès lors, la CREG considère la lettre du 1<sup>er</sup> octobre 2003 comme une notification de toutes ces dispositions au sens de l'article 6, §2, du règlement technique.



7. ELIA présente les contrats d'accès qu'elle propose aux utilisateurs du réseau comme des contrats standard (ou des « contrats types »). Ce sont des contrats dont toutes les clauses ont été fixées au préalable et unilatéralement par Elia et que les utilisateurs du réseau ne peuvent négocier. D'un point de vue juridique, ces contrats doivent donc être qualifiés de contrats d'adhésion. En outre, toutes les dispositions de tous les contrats d'accès sont identiques. En effet, l'examen du contrat d'accès standard qu'Elia a transmis à la CREG indique que l'ensemble des dispositions du contrat et des annexes sont « standard » et que seul un nombre restreint de données/certaines données individuelles doivent encore être complétées par contrat, à savoir : l'identité et les coordonnées personnelles du contractant, les signatures, la date d'entrée en vigueur du contrat, les données spécifiques relatives à la garantie bancaire, les coordonnées des personnes de contact des deux parties, la désignation du responsable d'équilibre et du fournisseur (et leurs coordonnées professionnelles) ainsi que les données techniques particulières.

En droit des contrats, les « conditions générales » sont des clauses qui appartiennent au contenu d'un contrat mais qui ne sont pas négociées en tant que telles et individuellement avec le cocontractant et qui sont établies pour un grand nombre de contrats. Toutes les clauses renfermées dans le contrat d'accès transmis à la CREG ainsi que ses annexes sont donc des conditions générales soumises à l'approbation de la CREG.

Le fait qu'Elia fasse une distinction entre conditions générales et particulières dans le contrat d'accès présenté ne peut y porter atteinte.

Contrairement à ce qu'Elia prétend dans son argumentation, cette analyse est conforme à la loi électricité et au règlement technique.

L'article 172 du règlement technique stipule que :

« Le contrat d'accès contient au moins les éléments suivants :

1° les conditions générales relatives à :

- a) la preuve de la solvabilité financière du cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- b) les modalités pour le recouvrement par ou pour le gestionnaire du réseau des impayés éventuels du cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- c) les modalités de paiement, termes et délais concernant les factures adressées au cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- d) les dispositions relatives à la confidentialité des informations commerciales relatives au cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- e) le règlement des litiges, y compris le cas échéant, les clauses de conciliation et d'arbitrage ;
- f) les dispositions générales à prendre en cas de situation d'urgence par le cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- g) les modalités spécifiques prévues à l'article 189 ;

2° les conditions particulières notamment relatives à :

- a) l'identité et les coordonnées des parties ainsi que celles de leurs représentants respectifs ;
- b) la durée du contrat d'accès ;
- c) les garanties financières à fournir par le cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- d) la ou les formules contractuelles de souscription convenues pour chacun des points d'injection et /ou de prélèvement ;
- e) l'identité et les données du responsable d'accès désigné par le cocontractant du gestionnaire du réseau, chargé du prélèvement et/ou de l'injection, ainsi que la preuve de cette désignation ;
- f) les dispositions relatives à la compensation des pertes actives en réseau, conformément à la Section III du Chapitre II du présent Titre. »

Contrairement à ce qu'Elia avance dans son argumentation, les conditions générales que doit contenir le contrat d'accès ne sont pas énumérées de manière limitative à l'article 172, 1°, du règlement technique. En effet, cet article définit uniquement les conditions générales que le contrat d'accès doit « au moins » contenir. En d'autres termes, l'article 172, 1°, du règlement technique mentionne les conditions générales que le contrat d'accès doit obligatoirement contenir, dans tous les cas, ce qui ne signifie pas que ledit contrat ne peut pas contenir d'autres conditions générales.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'article 6, §1, du règlement technique ne fait aucune référence à l'article 172 du règlement technique et que la compétence d'approbation de la CREG n'est dès lors aucunement limitée à ces conditions générales énumérées (de manière non limitative) à l'article 172, 1°, du règlement technique.

En outre, l'analyse précitée de la compétence d'approbation de la CREG est totalement conforme aux dispositions de la loi électricité. En effet, l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité investit expressément la CREG d'une mission générale de contrôle de l'application du règlement technique. La compétence d'approbation des conditions générales du contrat d'accès, du contrat de responsable d'accès et du contrat de raccordement que l'article 6 du règlement technique accorde à la CREG est une mesure d'exécution (concrète) de cette mission générale de contrôle contenue à l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité, c'est-à-dire le contrôle de l'application du règlement technique. Le contrat d'accès qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est précisément une « application » concrète du règlement technique à l'égard duquel la CREG doit remplir une mission générale de contrôle. Par conséquent, l'affirmation d'Elia selon laquelle la CREG s'accorderait, par son interprétation de l'article 6 (et de l'article 172) du règlement technique, une compétence d'approbation trop vaste et non conforme à la loi électricité est totalement infondée. Au contraire, la CREG serait fortement limitée dans l'exercice de sa mission de contrôle de l'application du règlement technique si sa compétence d'approbation (concernant les contrats conclus en application du règlement

technique) venait à être limitée à seulement un nombre particulièrement restreint de dispositions desdits contrats, à savoir uniquement les dispositions énumérées à l'article 172, 1°, du règlement technique en tant que conditions générales que le contrat d'accès doit au moins contenir. La CREG n'a pas par là prétendu disposer d'une quelconque compétence d'approbation à l'égard d'autres conditions du contrat d'accès que ses conditions générales.

L'interprétation ci-dessus de l'article 6 du règlement technique et du concept de « conditions générales » est dès lors totalement conforme aux dispositions légales en la matière et à la mission légale de la CREG. En outre, cette interprétation est conforme à l'interprétation que la doctrine et la jurisprudence donnent au concept de « conditions générales ». Par conséquent, la CREG ne voit pas pourquoi le législateur aurait voulu lui donner une autre signification dans le règlement technique.

Par ailleurs, Elia affirme dans son argumentation que la CREG, par son interprétation du concept de conditions générales, méconnaît la distinction établie par l'article 11, 7°, de la loi électricité entre « conditions générales » et « contrats types ».

Or, par son interprétation du concept de conditions générales, la CREG ne méconnaît aucunement la distinction entre les concepts de « conditions générales » et de « contrats types ». Tout contrat type ou standard se compose systématiquement de conditions générales et de conditions particulières. Les conditions générales sont des dispositions qui sont identiques dans tous les contrats similaires (en l'occurrence, par exemple, la formule pour le calcul du montant de la garantie à constituer) et qui ne peuvent être négociées individuellement en tant que telles avec le cocontractant, tandis que les conditions particulières sont des dispositions qui sont différentes d'un contrat type à l'autre en fonction des caractéristiques spécifiques du cocontractant concerné (telles que le nom, l'adresse, la date de signature, le montant de la garantie bancaire à constituer, les données techniques spécifiques, d'éventuelles conditions différentes,...).

Le contrat d'accès qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est un contrat standard qui se compose essentiellement de dispositions parfaitement identiques déterminées au préalable par Elia et non négociables, à savoir des conditions générales (soumises à l'approbation de la CREG). Pour le reste, ce contrat standard contient quelques dispositions particulières qui doivent être complétées lors de la signature du contrat et qui sont indiquées par des blancs (et qui ne sont dès lors logiquement pas soumises à l'approbation de la CREG). L'énumération (non limitative) à l'article 172, 2°, des conditions particulières que le contrat d'accès doit au moins contenir confirme d'ailleurs ce point de vue puisqu'il énumère

uniquement des données spécifiquement/purement personnelles au cocontractant, à savoir : l'identité et les coordonnées personnelles (des contractants, de leurs représentants et du responsable d'accès désigné), la preuve de la désignation d'un responsable d'accès, la durée spécifique du contrat (si elle devait changer d'un contrat à l'autre, comme par exemple la date de départ), les garanties financières à fournir (mais pas la formule pour le calcul du montant de la garantie à constituer) et les données techniques particulières.

Les dispositions reprises dans le contrat d'accès en tant que « conditions particulières » sont donc en réalité des conditions générales.

Parallèlement, les remarques suivantes peuvent également être formulées :

- dans le contrat d'accès présenté à la CREG, Elia fait une (nouvelle) subdivision en conditions générales et particulières (contrairement au contrat d'accès actuel). Dans son argumentation, elle justifie ce choix par le respect de la subdivision et de la structure de l'article 172 du règlement technique. Toutefois, il convient de constater que ce choix débouche sur une structure très illogique du contrat qui élimine l'ordre logique et la cohésion des articles du contrat. Ce constat indique que la division réalisée par Elia, en conditions générales et particulières, est une division artificielle qui ne favorise aucunement la lisibilité et la clarté du contrat ;
- par ailleurs, il est tout aussi étrange et illogique de prétendre que les dispositions relatives à la suspension et/ou à la du contrat ne seraient pas, selon Elia, en ce qui concerne le contrat d'accès, des conditions générales alors que lesdites dispositions sont qualifiées de conditions générales dans le contrat de responsable d'accès, conformément à l'article 151, 1°, du règlement technique. Cette contradiction démontre une nouvelle fois que l'énumération des conditions générales (minimales) aux articles 172 et 151 du règlement technique ne peut être limitative.

*7bis.* La compétence de déterminer quelles dispositions du contrat d'accès sont des conditions générales appartient en premier lieu à la CREG (et en dernier lieu aux juridictions compétentes si Elia ou tout autre intéressé devait ne pas partager le point de vue de la CREG et dès lors attaquer sur ce point la décision de celle-ci devant l'une des juridictions compétentes). Pour pouvoir exercer pleinement sa compétence, il est nécessaire que la CREG puisse prendre connaissance de la totalité du contrat d'accès. Elia doit dès lors transmettre le contrat d'accès en entier à la CREG. La transmission par Elia de toutes les dispositions du contrat d'accès que la CREG considère comme des conditions générales équivaudra à une notification de celles-ci au sens de l'article 6 du règlement technique.

Contrairement à ce qu'Elia affirme dans sa lettre du 23 octobre 2003, ce n'est pas à elle de qualifier ou non la transmission des dispositions du contrat d'accès de notification au sens de l'article 6 du règlement technique. Le contraire viderait de toute substance la compétence d'approbation de la CREG ou, si la CREG et Elia devaient ne pas s'accorder au sujet de l'interprétation du concept de "conditions générales" contenues à l'article 6 du règlement technique, conduirait à la mise en oeuvre de la procédure visée à l'article 31 de la loi électricité. La CREG est d'avis qu'il est souhaitable d'éviter, si possible, ce type de procédure.

8. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, du règlement technique dispose que, dans son examen visant à prendre une décision concernant les contrats d'accès du gestionnaire du réseau, la CREG doit vérifier si les conditions générales de ces contrats :

- (a) n'entravent pas l'accès au réseau ;
- (b) ne mettent pas en péril la sécurité, fiabilité et efficacité du réseau ;
- (c) sont conformes à l'intérêt général.

La CREG constate que le législateur ne définit pas plus précisément ces trois critères. Par conséquent, c'est à la CREG de donner un contenu concret à ces trois critères, étant donné que le législateur a chargé la CREG de veiller à ce que les conditions générales des contrats visés à l'article 6 du règlement technique répondent à ces trois critères.

9. Avant d'approfondir ces trois critères d'évaluation, la CREG souligne qu'il faut toujours chercher à obtenir un équilibre entre ces principes et les missions et obligations d'Elia en sa qualité de gestionnaire du réseau. Elia est tenue de remplir ses missions et obligations de gestionnaire du réseau comme fixé à l'article 8 de la loi électricité, ce qui implique entre autres, parallèlement à l'exploitation du réseau de transport, d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport ainsi que son développement optimal. A cet égard, Elia doit toujours veiller à ne pas entraver l'accès au réseau de transport et à agir conformément à l'intérêt général.

Dans ce cadre, il convient de tenir compte de la position inégale des parties contractantes. En tant que gestionnaire exclusif du réseau de transport, Elia jouit en effet d'un monopole légal. Pour les utilisateurs du réseau, le réseau de transport est une infrastructure essentielle à laquelle il n'existe aucune alternative ; pour exercer leurs activités, ils sont obligés de conclure des contrats avec Elia afin de pouvoir accéder au réseau de transport et l'utiliser.

C'est pourquoi l'article 15 de la loi électricité confère un droit d'accès explicite aux clients éligibles.<sup>2</sup>

Outre les règles générales du droit des obligations et en particulier le principe de la lésion qualifiée, la CREG s'est donc appuyée sur le droit de la concurrence lors de l'examen de ces conditions générales. En effet, aux entreprises jouissant d'une position dominante ou d'une position de monopole incombe une « responsabilité particulière » à l'égard du mécanisme de concurrence sur le marché et leurs comportements doivent à cet égard être raisonnables et proportionnels.

La CREG s'est notamment basée sur la règle contenue dans l'article 3a de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1999 sur la protection de la concurrence économique et dans l'article 82a du Traité instituant la Communauté européenne, laquelle dispose que l'imposition, par des entreprises jouissant d'une position dominante, de conditions contractuelles ou de prix non équitables peut constituer un abus de position dominante prohibé. Des conditions contractuelles non équitables sont des conditions que les parties contractantes concernées n'accepteraient pas dans des conditions de concurrence normales.

La situation de monopole légal dont bénéficie Elia en conséquence des missions à lui confiées par le gouvernement fédéral dans l'intérêt général, de même que la responsabilité spéciale reposant, conformément au droit de la concurrence, sur chaque entreprise en situation dominante ou de monopole, limitent, contrairement à ce qu'Elia affirme dans sa lettre du 18 mars 2003, la liberté du commerce et de l'industrie d'Elia. C'est d'autant plus le cas lorsque l'on prend également en compte, dans ce cadre, l'article 15 de la loi électricité et l'article 6 du règlement technique.

### **Absence d'entrave à l'accès au réseau de transport**

10. En vertu de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, de la loi électricité, les clients éligibles, producteurs et intermédiaires ont un droit d'accès au réseau de transport aux tarifs fixés conformément à l'article 12, qui sont les tarifs régulés.

---

<sup>2</sup> Pour être complet, il faut signaler à ce sujet que dans le système de l'accès régulé, tel que prévu dans la loi électricité, les utilisateurs du réseau ont un droit d'accès au réseau électrique sans devoir s'appuyer sur la théorie des "essential facilities".

Le paragraphe 3 de la présente décision explique que le libre accès au réseau de transport est essentiel à la libéralisation du marché de l'électricité. Le droit d'accès au réseau de transport est donc un principe de base et un droit de principe<sup>3</sup> qui ne peut être interprété de manière restrictive. Par conséquent, toute exception à ce droit ou limitation de celui-ci doit être expressément prévue et faire l'objet d'une interprétation restrictive. Ainsi, l'article 15, §1, deuxième alinéa dispose que le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique. Le refus doit en outre être motivé.

11. La CREG estime que, dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, le seuil d'accès au marché de l'électricité doit être le plus bas possible afin de garantir le droit d'accès au réseau de transport et de n'entraver en aucune façon le (libre) accès au réseau de transport et ce, pour autant bien entendu que la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport ne soient pas mises en péril et qu'il ne soit pas fait obstacle au développement du réseau de transport.

La CREG pense donc qu'il ne peut être admis que le gestionnaire du réseau rende plus difficile, limite ou entrave de quelque façon que ce soit le droit d'accès au réseau de transport en imposant des conditions contractuelles inéquitables, déséquilibrées, déraisonnables ou disproportionnées<sup>4</sup>.

12. La CREG souligne également que le gestionnaire du réseau doit non seulement assurer la gestion du réseau d'une manière impartiale, indépendante et non discriminatoire<sup>5</sup> mais qu'il doit également faire preuve de la plus grande transparence possible. Ces mesures sont nécessaires au bon fonctionnement du marché de l'électricité et à un bon fonctionnement de la concurrence sur ce marché<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir entre autres l'avis du Conseil d'Etat du 29 décembre 1998 concernant l'avant-projet de loi relative à l'organisation du marché de l'électricité, *Doc. Parl.*, Chambre, 1998-99, n°1933/1, p.50.

<sup>4</sup> Voir l'article 23.4 de la Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L 176/37, du 15 juillet 2003.

<sup>5</sup> Voir l'article 9, § 2, de la loi électricité et l'article 8 du règlement technique.

<sup>6</sup> Voir notamment *Doc. Parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1308/4, page 6, Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, considérant 25.

Par ailleurs, la CREG estime que, dans l'exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau doit veiller à fournir aux utilisateurs du réseau des informations en temps opportun qui soient les plus claires, exactes et complètes possibles. Ceci s'applique à la phase précontractuelle, au contrat proprement dit et à l'application du contrat. C'est notamment nécessaire si l'on veut assurer une gestion transparente, et ainsi garantir un accès optimal au réseau de transport, sans entrave aucune.

Une telle fourniture d'informations complètes, exactes et en temps opportun implique que, lorsqu'en exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau prend une décision qui affecte (directement ou indirectement) le droit d'accès d'un utilisateur du réseau, il doit communiquer cette décision en temps voulu et de façon claire à l'utilisateur du réseau et toujours bien en préciser les motifs. Le cas échéant, l'utilisateur du réseau peut ainsi prendre lui-même des mesures pour sauvegarder son accès au réseau ou en réduire les coûts.

13. Comme déjà indiqué, conformément à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, le gestionnaire de réseau peut *uniquement* refuser l'accès au réseau de transport s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le client éligible ne satisfait pas aux prescriptions techniques définies dans le règlement technique. Par conséquent, le gestionnaire de réseau peut exclusivement refuser l'accès au transport dans ces deux cas, énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité, et non si le client éligible ne satisfait pas aux autres « prescriptions » ou obligations (contractuelles).

La CREG estime qu'il en découle que le gestionnaire de réseau peut exclusivement suspendre ou résilier de lui-même (c'est-à-dire unilatéralement, sans autorisation judiciaire préalable) l'accès à un ou plusieurs points d'accès, voire le contrat d'accès dans sa totalité, dans les deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité puisque cela reviendrait de fait à un refus (provisoire ou non) de l'accès au réseau de transport par le gestionnaire de réseau.

14. Dans la mesure où Elia avance dans sa motivation que l'article 15, §1, de la loi électricité ne porte pas préjudice aux règles de droit commun relatives aux modes de dissolution de contrats, il convient de souligner que la règle de droit commun selon laquelle les contrats à durée indéterminée peuvent toujours être résiliés unilatéralement moyennant le respect d'un préavis/d'une indemnité raisonnable est annulée par la règle *lex specialis* d'ordre public contenue à l'article 15, §1, de la loi électricité. En effet, il ne peut suffire



d'accorder un préavis/une indemnité raisonnable pour refuser le droit d'accès à un utilisateur du réseau.

Par ailleurs, il convient de remarquer qu'en ce qui concerne la résolution d'un contrat conformément au droit commun, la résolution d'un contrat pour inexécution grave ou importante doit en principe être demandée devant le juge en vertu de l'article 1184 du Code civil. Dès lors, la CREG estime que le gestionnaire de réseau, lorsqu'il juge dans une situation concrète que le contrat d'accès d'un détenteur d'accès déterminé doit être terminé pour des raisons autres qu'un manque de capacité ou le non-respect des prescriptions techniques définies dans le règlement technique, doit obtenir une autorisation judiciaire préalable pour mettre fin au contrat. Il incombe alors au juge de décider concrètement et contradictoirement si les raisons invoquées par le gestionnaire de réseau sont suffisamment graves pour justifier la résolution du contrat d'accès. En effet, comme il est déjà indiqué, le gestionnaire de réseau peut uniquement mettre fin à (ou suspendre) de lui-même (c'est-à-dire unilatéralement, sans contrôle ni autorisation judiciaire préalable) un contrat d'accès dans les deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité.

### **Sécurité, fiabilité et efficacité du réseau de transport**

15. L'une des missions du gestionnaire du réseau consiste à assurer l'efficacité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport et, dans ce contexte, à veiller à la disponibilité des services auxiliaires indispensables et notamment des services de secours en cas de défaillance d'unités de production (article 8, 4°, de la loi électricité). L'examen des conditions générales s'attache donc également à vérifier si ces conditions sont remplies.

### Conformité à l'intérêt général

16. La société qui gère le réseau de transport doit le faire dans l'intérêt général, au bénéfice de tous les clients et de tous les fournisseurs<sup>7</sup>. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, du règlement technique traduit cette idée de base dans le critère de la conformité des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès à l'intérêt général.

17. L'intérêt général est une notion étendue que l'article 6 du règlement technique ne définit pas. Pour l'application de l'article 6 du règlement technique, la CREG interprète cette notion comme faisant référence au moins à toutes les règles de droit qui sont d'ordre public, parmi lesquelles figurent en tout cas la législation propre au secteur, le droit de la concurrence, les règles générales du droit des obligations et la législation sur l'emploi des langues. Il y a lieu de faire remarquer à cet égard qu'en pratique, certaines de ces règles de droit posent de mêmes exigences vis-à-vis des contrats, comme par exemple l'exigence de dispositions contractuelles raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles.

### La législation sectorielle

18. La législation sectorielle que la CREG comprend sous la notion d'« intérêt général » visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du règlement technique concerne toutes les règles d'ordre public qui ne relèvent pas des deux autres critères renfermés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi électricité, à savoir celui de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et celui de la garantie de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau de transport.

Par conséquent, cela vise la régulation des tarifs relatifs au réseau de transport et les règles du règlement technique, pour autant que celles-ci ne relèvent pas des deux critères précités. Comme le démontrent les paragraphes 6 et 7 de la présente décision, cette régulation des tarifs du réseau de transport et ces règles du règlement technique sont d'ordre public.

19. Sans préjudice du caractère d'ordre public de la régulation des tarifs du réseau de transport et du règlement technique, il convient également de souligner que la mission

---

<sup>7</sup> Cf. notamment *Doc. Parl. Sénat 1998-99*, n° 1308/4, page 22.

générale de la CREG consiste à surveiller et à contrôler l'application des lois et règlements qui concernent la réglementation sectorielle en matière d'électricité (article 23, § 2, de la loi électricité). La seule sanction que la CREG peut éventuellement imposer dans le cadre de cette mission de contrôle consiste à infliger des amendes administratives après avoir constaté une infraction aux règles de droit propres au secteur (article 31 de la loi électricité). Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG ne doit pas immédiatement appliquer l'article 31 de la loi électricité mais elle peut, si cela s'avère nécessaire, d'abord rejeter les conditions générales illégales des contrats et inviter le gestionnaire du réseau à y apporter les adaptations nécessaires.

### Le droit de la concurrence

20. Dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, la poursuite de l'intérêt général implique notamment la création d'une libre concurrence effective et la sauvegarde du bon fonctionnement du marché (et ce, dans l'intérêt final du consommateur particulier et des divers concurrents présents sur le marché). A cet égard, il convient de veiller à ce qu'une entreprise occupant une position dominante au plan économique ne porte pas atteinte à l'intérêt général en imposant à ses cocontractants des conditions déraisonnables, inéquitables, déséquilibrées ou disproportionnées qui entravent ou limitent le fonctionnement normal de la concurrence.

La création et la sauvegarde d'une libre concurrence effective dans l'intérêt général impliquent bien plus que la simple garantie du libre accès au réseau. Le libre accès au réseau est certes une condition essentielle mais elle est insuffisante en soi pour assurer une concurrence effective sur le marché de l'électricité. Il faut donc également veiller à ce qu'aucune des conditions imposées par le gestionnaire du réseau à ses cocontractants n'entrave ou ne limite le fonctionnement normal de la concurrence.

En outre, il convient de souligner que la réalisation d'une telle concurrence effective ne se limite pas au marché de la fourniture d'électricité aux clients mais concerne tous les marchés du secteur de l'électricité auxquels aucun monopole légal n'a été accordé (comme par exemple le marché du trading de l'électricité et le marché de la production d'électricité). Dès lors, il ne peut davantage être admis que le gestionnaire du réseau impose, dans un contrat portant sur des activités exercées sur un marché bien défini, des conditions déraisonnables,

inéquitables ou disproportionnées qui entraveraient ou limiteraient le fonctionnement normal de la concurrence sur un marché lié ou voisin.

L'examen qui suit analyse donc si les conditions générales imposées par Elia à ses cocontractants sont raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles et donc conformes à l'intérêt général.

21. Dans la mesure où les critères auxquels doivent être confrontées les conditions générales des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès conformément à l'article 6, §1, du règlement technique, renvoient au droit de la concurrence, et où les contrats concernés ne seraient pas conformes à ces critères et ainsi au droit de la concurrence, ces contrats devraient également être immédiatement adaptés. Il est en effet généralement admis que le droit de la concurrence est d'ordre public.

21bis. La CREG signale, pour autant que cela soit nécessaire, qu'elle s'inspire uniquement du droit de la concurrence pour donner un contenu au vaste critère de vérification qu'est l'intérêt général. Dans cette optique, les conditions générales du contrat sont confrontées aux règles générales du droit de la concurrence qui constituent le fondement de la libéralisation du marché de l'électricité. En confrontant préalablement aux règles du droit de la concurrence en question, on évite également que la CREG ne doive saisir ultérieurement l'autorité de la concurrence pour faire constater les infractions à ces règles du droit de la concurrence. Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG peut, si nécessaire, d'abord rejeter les conditions générales des contrats contraires aux critères contenus à l'article 6, §1er, du règlement technique et inviter le gestionnaire du réseau à faire les adaptations nécessaires. Par le biais d'une décision d'approbation préalable la CREG peut agir de manière préventive et on peut éviter de la sorte que les conditions générales des contrats déjà conclus ne doivent être modifiés ultérieurement. Dans la mesure où Elia avance que la CREG ne démontre pas le caractère abusif –au sens du droit de la concurrence- des conditions mises en cause, il faut signaler que la mission de la CREG consiste, en l'espèce, à agir de manière préventive, en d'autres termes à éviter les abus, et qu'elle ne vise pas à apporter la preuve d'un abus de position dominante dans un cas concret. Etant donné qu'il s'agit, en l'espèce, de projets de contrats qu'Elia souhaite proposer aux utilisateurs du réseau, il est, en effet, impossible qu'un abus concret se soit déjà produit étant donné que ces contrats n'ont pas encore été conclus.

## Les règles générales du droit des obligations

22. La même remarque que celle contenue au paragraphe 17 vaut à l'égard des règles générales du droit des obligations, comme la lésion qualifiée, la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties, le caractère licite de l'objet et de la cause, et la prévention des problèmes d'interprétation ou la nécessité de dispositions contractuelles claires et transparentes. Ici également le caractère d'ordre public de ces principes de base est généralement admis.

### *La lésion qualifiée*

23. Les conditions cumulatives de la lésion qualifiée sont les suivantes :

- il existe un déséquilibre important (manifeste) entre les prestations réciproques ;
- la première partie abuse des circonstances concrètes dans lesquelles le cocontractant se trouve vis-à-vis d'elle pour s'approprier un avantage disproportionné lors de la conclusion du contrat. Cela peut notamment être le cas lorsqu'il est question de supériorité économique de la partie commettant un abus, par exemple en raison d'une position de monopole ;
- le contrat ou une ou plusieurs clauses du contrat n'aurai(en)t pas été conclu(es) ou aurai(en)t été conclu(es) à des conditions moins défavorables pour la partie la plus faible s'il n'avait pas été question d'abus.

24. Etant donné que le gestionnaire du réseau jouit d'une position de monopole qui lui est accordée par la loi, une évaluation s'impose dès lors par rapport au principe de la lésion qualifiée.

### *La détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties*

25. Conformément à l'article 1129 du Code civil, une convention doit notamment avoir un objet déterminé ou au moins déterminable pour être valable. En imposant que les conventions ou mieux encore les engagements contractuels doivent avoir un objet déterminable, le législateur a voulu ne conférer aux contrats d'effets juridiques que dans des limites bien définies. L'accord des volontés ne suffit pas car un certain contrôle social doit encore être exercé sur le contenu du contrat.

Le principe de la obligation de l'objet de l'obligation par une des parties exige que le contrat contienne au minimum les données objectives nécessaires pour pouvoir en déterminer l'objet, sans qu'une nouvelle manifestation de volonté de la part de l'une des parties soit encore nécessaire. Le contenu des droits et obligations découlant d'un contrat ne peut être laissé à une décision totalement arbitraire d'une des parties contractantes.

#### *Le caractère licite de l'objet et de la cause*

26. Par la méconnaissance de la règle générale du droit des obligations relative au caractère licite de l'objet et de la cause, la CREG entend aussi la méconnaissance d'une règle de droit d'ordre public. Par conséquent, à chaque fois que la CREG estime que l'une des conditions générales du contrat d'accès porte atteinte à l'intérêt général, le principe du caractère licite de l'objet et de la cause des contrats est lui aussi violé.

#### *La prévention des problèmes d'interprétation*

27. Des clauses contractuelles imprécises entraînent des problèmes d'interprétation, et doivent dès lors être évitées. Dans la mesure où elles ne violent pas la règle générale du droit des obligations relative à la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties, l'on pourrait soutenir que de telles clauses ne violent aucune règle de droit d'ordre public. Toutefois, il convient de souligner l'exigence de la plus grande transparence possible, laquelle est nécessaire pour garantir le libre accès au réseau de transport et relève du critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et qui, par ce simple fait, est d'ordre public.

Dans la mesure où des clauses contractuelles imprécises ne seraient contraires à aucune règle d'ordre public – ce qui, selon la CREG, est impossible vu le critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport –, elles empêchent en tout cas la CREG d'exercer dûment sa tâche et, dans ce cas, le gestionnaire du réseau est au minimum tenu de fournir les renseignements complémentaires nécessaires.

## **EXAMEN DES CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT D'ACCES**

28. Dans l'examen qui suit, les conditions générales du contrat d'accès sont examinées au regard des trois critères renfermés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du règlement technique, comme décrits aux paragraphes 8 à 27 de la présente décision.

Outre une décision concernant l'approbation des conditions générales du contrat d'accès, quelques remarques complémentaires seront également formulées par rapport aux améliorations qu'il est possible d'apporter à certaines conditions.

L'approbation par la CREG des conditions générales ou de certaines conditions générales du contrat d'accès n'enlève bien évidemment rien au fait, qu'indépendamment de celle-ci, Elia doit toujours satisfaire à ses obligations légales en matière de gestion du réseau de transport.

### **Préambule**

29. Le premier point du préambule du contrat d'accès stipule qu'Elia dispose d'un droit de propriété, ou au moins d'un droit d'utilisation ou d'exploitation, sur la plus grande partie du réseau belge d'électricité.

A cet égard, la CREG signale qu'Elia, en vertu de l'article 9, §1, de la loi électricité, ne peut gérer d'infrastructure dont le niveau de tension est inférieur à 30 kV (cf. paragraphe 31 de la décision du 20 mars 2003). Cette disposition doit donc être interprétée en ce sens qu'elle concerne uniquement la gestion de réseaux d'une tension au moins égale à 30 kV.

### **Article 1.1.**

30. L'article 1.1. du contrat d'accès définit les concepts utilisés dans le contrat d'accès.

Dans son argumentation, Elia souligne que les dispositions relatives aux définitions ne sont pas qualifiées de conditions générales dans le règlement technique et que cette catégorie de dispositions n'est pas définie par le règlement technique. Elia estime dès lors que les

dispositions relatives aux définitions doivent « logiquement » être des conditions particulières.

Or, la CREG estime que les dispositions de l'article 1.1., à savoir les définitions des concepts utilisés dans le contrat d'accès, identiques dans tous les contrats d'accès similaires et non négociables individuellement en tant que telles avec le cocontractant, font également partie des conditions générales du contrat d'accès (cf. paragraphe 7 de la présente décision). En outre, les concepts définis à l'article 1.1. sont utilisés dans les conditions générales du contrat d'accès et déterminent par conséquent le contenu et la signification desdites conditions générales. Par conséquent, les définitions contenues à l'article 1.1. font partie intégrante des conditions générales du contrat d'accès (qui sont soumises à l'approbation de la CREG).

L'article 1.1, premier alinéa, du contrat d'accès stipule qu'une autre signification peut être donnée à l'un des concepts définis dans la loi électricité ou le règlement technique si le contrat d'accès le précise expressément ou si le contexte appelle clairement une autre interprétation. Toutefois, il est uniquement possible de donner un sens différent à un concept légal ou réglementaire si les dispositions de la loi électricité et/ou du règlement technique, qui sont des dispositions d'ordre public (ou au moins impératives), ne sont pas méconnues. En donnant une autre définition à un concept, Elia pourrait notamment conférer une portée plus limitée à une obligation légale ou réglementaire, ce qui est naturellement interdit. La manière dont cette disposition est formulée est donc trop large.

Dans la mesure où l'article 1.1., premier alinéa, du contrat d'accès permet d'attribuer une signification différente aux concepts définis dans la loi électricité et/ou le règlement technique qui sont d'ordre public (ou au moins impératifs), de sorte que ces dispositions légales/réglementaires sont méconnues, l'accès au réseau de transport est entravé et l'intérêt général n'est pas respecté, en violation de l'article 6, §1<sup>er</sup>, du règlement technique. En outre, ce type de possibilité d'interprétation divergente du cadre conceptuel légal et réglementaire génère une insécurité et un manque de clarté (de sorte que des problèmes d'interprétation peuvent surgir), ce qui est également contraire aux critères d'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et de conformité à l'intérêt général, tels que visés à l'article 6, §1<sup>er</sup>, du règlement technique.



31. Par ailleurs, la CREG estime qu'il faut utiliser un cadre conceptuel cohérent et précis et que les définitions reprises dans le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès doivent être identiques et correspondre aux définitions fournies dans la loi électricité et le règlement technique, afin d'éviter tout risque de confusion et de conflits éventuels quant à l'interprétation de ces concepts.

La CREG constate qu'Elia donne une définition différente de plusieurs concepts dans le contrat de responsable d'accès par rapport à celle donnée dans le contrat d'accès. En outre, plusieurs concepts repris dans ces contrats sont définis autrement que dans la loi électricité et/ou le règlement technique (par exemple les définitions des concepts « *netgebruiker* », « *afnamepunt* » et « *injectiepunt* »).

En outre, la CREG souhaite formuler les remarques suivantes au sujet des définitions mentionnées ci-après et contenues dans l'article 1.1. du contrat d'accès.

« *Afnamepunt* » : cette définition diffère de la définition contenue à l'article 1, 38°, du règlement technique. Par contre, la définition donnée dans le contrat de responsable d'accès est celle contenue à l'article 1, 38°, du règlement technique.

« *Evenwichtsverantwoordelijke* » : à cet égard, il convient de noter que le règlement technique utilise le terme « *toegangsverantwoordelijke* » et non pas « *evenwichtsverantwoordelijke* ». La CREG ne voit pas de raison à cette divergence par rapport au cadre légal.

« *Injectiepunt* » : cette définition diffère de la définition contenue à l'article 1, 37°, du règlement technique. Par contre, la définition donnée dans le contrat de responsable d'accès est celle contenue à l'article 1, 37°, du règlement technique.

« *Netgebruiker* » : contrairement à ce qu'Elia prétend dans son argumentation, cette définition ne correspond pas à la définition contenue à l'article 1, 24°, du règlement technique. Par contre, la définition donnée dans le contrat de responsable d'accès est celle contenue à l'article 1, 24°, du règlement technique.

« *Tarief voor de toegang* » : cette définition ne correspond pas à la description des « redevances pour l'accès » donnée à l'article 15.1 du contrat d'accès. Dans cette définition, les mots « *of, in afwezigheid van goedgekeurde tarieven, de voorlopige toegangsbarema's zoals gepubliceerd op de internet site van Elia (www.elia.be)* » doivent être supprimés et

remplacés par un texte conforme à l'article 15.1 du contrat d'accès. La définition contenue à l'article 1.1. du contrat d'accès n'est pas correcte en ce sens qu'Elia n'est pas habilitée à définir ses tarifs mais qu'elle est légalement tenue d'appliquer les tarifs (annuels) approuvés par la CREG. S'il devait arriver que la CREG n'ait pas encore fait connaître les tarifs approuvés s'appliquant à la période visée par le contrat, Elia est tenue d'appliquer provisoirement les derniers tarifs approuvés par la CREG, le cas échéant avec une adaptation rétroactive comme expliqué à l'article 15.1 du contrat d'accès.

Comme indiqué ci-dessus, vu l'absence de cadre conceptuel cohérent et précis et le fait que toutes les définitions contenues dans le contrat d'accès ne correspondent pas au cadre légal, ce qui conduit à des incertitudes et à un risque de problèmes d'interprétation, l'accès au réseau de transport est entravé et il n'y a pas de conformité à l'intérêt général, en violation de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du règlement technique.

## **Article 2**

32. Les nouvelles dispositions contenues à l'article 2, troisième et quatrième alinéas, semblent signifier qu'Elia, en tant que gestionnaire de réseau garant et responsable de la coordination des différents contrats, tente de reporter une partie de cette responsabilité sur le détenteur d'accès.

Cependant, la CREG ne voit pas comment le détenteur d'accès pourrait être à même de veiller à l'existence et à la bonne exécution de « *dit geheel van contracten* », et donc également des contrats de raccordement et des contrats de responsable d'accès auxquels il n'est pas partie. En outre, la portée de cet engagement manque de clarté : s'agit-il d'un porte-fort, d'une garantie ou d'un autre engagement ?

Ces dispositions de l'article 2 du contrat d'accès doivent dès lors être précisées.

Si cette disposition vise en effet à rendre le détenteur d'accès coresponsable de l'existence et de la bonne exécution des contrats de raccordement et des contrats de responsable d'accès auxquels il n'est pas partie, la CREG estime qu'il s'agit d'une disposition que les détenteurs d'accès n'accepteraient pas si Elia n'avait pas une position de monopole, qui est par conséquent contraire au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général au sens de l'article 6, §1, du règlement technique.

Par contre, si cette disposition ne vise pas à rendre le détenteur d'accès coresponsable de l'existence et de la bonne exécution des contrats de raccordement et des contrats de responsable d'accès auxquels il n'est pas partie, la CREG estime que cette disposition doit être reformulée et complétée d'une clause qui stipule expressément que le détenteur d'accès ne porte pas cette responsabilité.

#### **Article 4.5.**

33. L'article 4.5., deuxième alinéa, du contrat d'accès stipule qu'une réclamation ne suspend aucunement l'obligation du détenteur d'accès de payer la facture contestée, sauf en cas d'erreur manifeste.

Il semble découler des articles 4.4. et 4.5. du contrat d'accès que lorsque le détenteur d'accès, conformément à l'obligation précitée, paie le montant total d'une facture contestée et qu'il s'avère ensuite que la réclamation est fondée, Elia ne devrait payer aucun intérêt sur le montant imputé en trop et le surplus payé par le détenteur d'accès. Si cette interprétation est correcte, l'article 4.5. du contrat d'accès est déraisonnable et inéquitable<sup>8</sup>. L'on peut supposer que le détenteur d'accès n'accepterait pas une telle disposition si Elia ne détenait pas un monopole. Par conséquent, l'article 4.5. du contrat d'accès est contraire à la règle générale du droit des obligations de la lésion qualifiée, ainsi qu'au droit de la concurrence. C'est pourquoi ledit article n'est pas conforme à l'intérêt général au sens de l'article 6, §1, du règlement technique.

Par ailleurs, la CREG souhaite faire une remarque au sujet du « *samenwerkingsovereenkomst* » entre Elia et les gestionnaires du réseau de distribution (« contrat de collaboration ») dont elle a eu connaissance de manière informelle et qui règle l'accès des gestionnaires du réseau de distribution au réseau de transport. A cet égard, la CREG remarque qu'il ressort de ce projet de contrat de collaboration qu'en cas de contestation d'une facture liée à l'accès au réseau de transport, les gestionnaires du réseau de distribution ne doivent payer immédiatement que 90% de la facture contestée alors que les autres utilisateurs du réseau, conformément à l'article 4.5. du contrat d'accès, doivent payer sur-le-champ 100% de la facture contestée. L'article 4.5. du contrat d'accès prévoit néanmoins, contrairement au contrat de collaboration, une exception à cette règle en cas d'erreur manifeste. La CREG rappelle qu'elle estime que les dispositions du contrat de

---

<sup>8</sup> Cf. paragraphe 42 de la décision du 20 mars 2003.

collaboration avec les gestionnaires du réseau de distribution, pour autant qu'elles règlent l'accès au réseau de transport, ne peuvent en principe pas différer des dispositions correspondantes du contrat que les autres utilisateurs du réseau doivent conclure avec Elia afin d'avoir accès au réseau de transport (à savoir le contrat d'accès) à moins que d'éventuelles différences ne soient justifiées pour des raisons objectives. L'argumentation fournie par Elia afin de justifier cette différence entre le contrat d'accès et le contrat de collaboration est selon la CREG insuffisante (ou insuffisamment élaborée) pour qu'elle modifie son opinion à ce propos.

#### **Article 4.6.**

34. L'article 4.6. du contrat d'accès habilite expressément Elia à faire appel à la garantie bancaire dès qu'une facture reste impayée et qu'Elia a envoyé au mauvais payeur une mise en demeure par lettre recommandée. Aucun délai n'étant fixé pour le paiement après mise en demeure, cet article permet à Elia de faire appel à la garantie bancaire peu de temps voire directement après la mise en demeure.

La CREG juge cette disposition déraisonnable et inéquitable. Il convient de prévoir que le détenteur d'accès dispose d'un délai suffisant après la mise en demeure pour régler ladite facture et qu'Elia puisse uniquement faire appel à la garantie bancaire une fois ce délai écoulé. Cette disposition déraisonnable et inéquitable, dont on peut supposer qu'elle serait refusée par les détenteurs d'accès si Elia n'occupait pas une position de monopole, est dès lors contraire au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général au sens de l'article 6, §1, du règlement technique.

#### **Article 5**

35. A la demande de la CREG, Elia a transmis, le 23 octobre 2003, des informations relatives à la manière dont la confidentialité des informations était garantie dans le cas où elles étaient communiquées aux sous-traitants d'Elia. Vu le court laps de temps imparti à la CREG de par le délai prévu à l'article 6, § 2, du règlement technique, celle-ci ne peut plus se prononcer avant l'expiration de ce délai sur le fait que la confidentialité est suffisamment garantie ou non. La CREG examinera ces nouvelles informations récemment transmises et demandera d'apporter, le cas échéant, les modifications nécessaires au contrat d'accès ou aux contrats conclus entre Elia ses sous-traitants.

## **Article 6**

36. Telles qu'elles sont formulées, les dispositions de l'article 6, troisième alinéa, du contrat d'accès excluent la possibilité que des litiges relatifs à l'accès au réseau de transport soient soumis à la chambre de litiges créée par la CREG. Il est toutefois contraire à l'article 29, §1, de la loi électricité d'exclure la présentation à la chambre de litiges de litiges pour lesquels elle est compétente, ce qui est également contraire à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du règlement technique. Par conséquent, l'article 6, troisième alinéa, doit être modifié et adapté conformément aux dispositions de l'article 29, §1, de la loi électricité.

En excluant l'appel à la chambre de litiges créée par la CREG, l'article 6, deuxième alinéa, du contrat d'accès prive les utilisateurs du réseau d'un instrument leur permettant d'imposer effectivement leur droit d'accès au réseau de transport. En ce sens, il limite l'accès au réseau de transport et est contraire au critère de l'absence d'entrave du droit d'accès au réseau de transport visé à l'article 6, §1, du règlement technique.

## **Article 7.1**

37. A l'article 7.1., deuxième alinéa, 3°, du contrat d'accès, la signification de la mention « ce système » n'est pas claire. En effet, il est question précédemment dans ce même article d'un système déterminé sans que l'on sache vraiment s'il s'agit de l'ordinateur, du matériel, de logiciels ou d'autre chose. Cette disposition doit dès lors être clarifiée.

L'article 7.1., cinquième alinéa, du contrat d'accès stipule que la résiliation du contrat doit être signifiée par lettre recommandée motivée. Si le gestionnaire de réseau prend une décision qui touche le droit d'accès d'un utilisateur du réseau, il est tenu d'en communiquer les raisons à l'utilisateur du réseau concerné (cf. paragraphe 12 de la présente décision). En effet, conformément à l'article 15, §1, deuxième alinéa de la loi électricité, le gestionnaire de réseau est tenu de justifier toute décision impliquant un refus du droit d'accès. Si cette obligation n'est pas respectée, l'accès au réseau de transport est entravé au sens de l'article 6, §1, du règlement technique.

## **Article 7.2.**

38. La disposition contenue à l'article 7.2., dernier alinéa, du contrat d'accès oblige le détenteur d'accès à respecter sur-le-champ et à ses frais toutes les instructions qui lui sont données par Elia en vue de prévenir et/ou de pallier les situations d'urgence.

Cette disposition est formulée très largement et va très loin. En effet, l'obligation pour un détenteur d'accès de respecter « toutes les instructions », comme indiqué dans cette disposition, peut avoir une plus large signification que les mesures dont il est question dans les alinéas précédents de l'article 7.2.

Cette disposition impose au détenteur d'accès une obligation qui va au-delà des obligations d'Elia puisqu'Elia doit uniquement employer les moyens dont elle dispose (cf. article 8, §1, de la loi électricité) alors que cette restriction n'existe pas pour le détenteur d'accès. Pour cette raison, la CREG estime que cette disposition est déséquilibrée et par conséquent, vu la position monopolistique du gestionnaire de réseau, contraire au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du règlement technique.

## **Article 9**

39. Pour être complet, la CREG remarque que la procédure de demande d'accès au réseau de transport est réglée par les articles 163 à 173 du règlement technique et que « la procédure de demande d'accès publiée sur le site Internet d'Elia », à laquelle il est fait référence à l'article 9, deuxième alinéa, du contrat d'accès, doit satisfaire aux dispositions précitées du règlement technique (et ne peut imposer d'autres obligations).

## **Article 13**

40. Dans sa décision du 20 mars 2003, la CREG a notamment jugé que les dispositions du contrat d'accès, tel qu'il a été soumis à la CREG le 27 janvier 2003, concernant les garanties financières requises, ne pouvaient être approuvées.

Puisque, suite aux remarques formulées par la CREG dans la décision du 20 mars 2003, les dispositions relatives aux garanties financières devant être remises par le détenteur d'accès ont été modifiées dans le contrat d'accès, tel qu'il a été soumis à la CREG le 1<sup>er</sup> octobre

2003, la CREG estime que les dispositions relatives aux garanties financières contenues à l'article 13 peuvent être approuvées. Les dispositions relatives aux garanties financières ont été adaptées comme suit :

- le contrat d'accès contient désormais, à l'annexe 6, une explication du mode de calcul précis de la garantie bancaire demandée (en ce compris un mode de calcul pour les nouveaux détenteurs d'accès qui demandent pour la première fois à avoir accès au réseau de transport et pour lesquels aucune donnée de consommation n'est disponible) ;
- le mode de calcul de la garantie bancaire a été amélioré;
- le rating officiel minimal requis de la banque qui émet la garantie bancaire a été revu à la baisse (de A à BBB selon le bureau de *credit rating* Standard & Poors ou son équivalent au bureau Moody's Investor Services) ;
- le délai dans lequel une nouvelle garantie bancaire doit être remise en cas de perte du rating minimal requis par l'institution financière qui avait émis la première garantie bancaire est prolongé et passe de huit jours calendrier à vingt jours ouvrables bancaires.

## **Article 16**

41. En ce qui concerne les possibilités de suspension et de dissolution pour Elia contenues à l'article 16 du contrat d'accès, la CREG remarque en général que, si une suspension ou une dissolution par Elia s'avère injustifiée par la suite, le détenteur d'accès a droit à une indemnisation.

Pour le reste, il va sans dire que les parties devront exercer leurs droits découlant de ces articles d'une manière prudente et raisonnable.

## **Article 16.2.**

42. A l'article 16.2., il semble qu'une partie de phrase soit manquante. En effet, l'énumération des différents motifs de suspension et/ou de dissolution n'est pas rattachée au deuxième alinéa de cet article de sorte que l'énumération n'a pas de sens. La formulation de cet article doit dès lors être corrigée.

43. En ce qui concerne Elia, la CREG se doit d'attirer l'attention sur le fait que le gestionnaire de réseau est tenu de respecter en tout temps le droit d'accès au réseau renfermé à l'article 15, §1, de la loi électricité. En vertu de l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le client éligible ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique et pas en cas de non-respect d'autres obligations contractuelles (cf. paragraphes 13 et 14 de la présente décision).

Dans la mesure où l'article 16.2. du contrat d'accès habilite Elia à mettre fin à et/ou suspendre le contrat d'accès et partant, à refuser au détenteur d'accès l'accès au réseau de transport (provisoirement ou non), pour d'autres raisons que le manque de capacité ou le non-respect des prescriptions techniques définies dans le règlement technique, sans autorisation judiciaire préalable, il est en contradiction avec l'article 15, §1, de la loi électricité. Il entrave par conséquent l'accès au réseau de transport et est contraire à l'article 6, §1, du règlement technique.

En effet, comme déjà indiqué, le gestionnaire de réseau peut uniquement de son propre chef mettre fin à (ou suspendre) un contrat d'accès, sans contrôle ni autorisation judiciaire préalable, dans deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité. Dans les autres cas, il doit y avoir un contrôle et une autorisation judiciaire préalables.

Dans son argumentation, Elia invoque les règles de droit commun relatives aux modes de dissolution de contrats. A cet égard, la CREG renvoie aux explications données au paragraphes 13 et 14 de la présente décision. En outre, il convient de remarquer que les clauses de dissolution reprises à l'article 16.2. du contrat d'accès ne peuvent être considérées comme une simple application des possibilités de dissolution de droit commun. Au contraire, elles s'écartent précisément du droit commun puisqu'elles habilent les parties à mettre fin au contrat dans certains cas bien définis. Par la suite, lorsqu'un juge est saisi par la partie adverse afin de juger de la légalité d'une dissolution, il ne devra plus vérifier si les conditions de dissolution de droit commun ont été respectées mais bien s'il a été satisfait aux conditions d'applications de la clause de dissolution visée. En introduisant ces clauses de dissolution, Elia n'applique pas simplement les sanctions évidentes de droit commun : elle introduit précisément des possibilités de sanction qui dérogent au droit commun. D'ailleurs, les motifs de dissolution mentionnés aux articles 16.2.2 et 16.2.3. ne se retrouvent nullement dans le droit commun (exception faite de la dissolution automatique en cas de faillite pour les contrats *intuitu personae*).



La CREG signale enfin qu'elle comprend la crainte d'Elia de rencontrer des problèmes au niveau du non-paiement des factures par les utilisateurs du réseau, mais elle est d'avis que ces problèmes peuvent être résolus en grande partie par le fait qu'Elia peut avoir recours, en cas de non-paiement d'une facture, à la garantie bancaire fournie par l'utilisateur du réseau, conformément à l'article 4.6. du contrat d'accès. Si Elia a fait appel à la garantie bancaire, celle-ci doit immédiatement être apurée jusqu'au niveau requis par le contrat et, à défaut, Elia peut toujours suspendre le contrat de l'utilisateur du réseau concerné. La CREG est d'avis que ce mécanisme résout en grande partie les problèmes liés au non-paiement des factures suscitant la crainte d'Elia.

Parallèlement, il convient encore de souligner le manque de clarté de l'expression « *procedure in beëindiging* » utilisée à l'article 16.2.3. Par ailleurs, le terme « *opzeggingstermijn* » contenu à l'article 16.2., deuxième alinéa, ne semble pas approprié. En effet, cet article porte également sur la suspension du contrat.

### **Article 16.3.**

44. En ce qui concerne les conditions de résiliation par le détenteur d'accès contenues à l'article 16.3. du contrat d'accès, il convient de remarquer qu'il semble impossible que le détenteur d'accès puisse avoir respecté entièrement toutes les obligations contractuelles au terme des trois mois de préavis (au cours desquels le contrat doit encore être exécuté). Vu le système de facturation choisi, certains paiements devront peut-être encore être réalisés pour un mois antérieur après l'échéance de ces trois mois. La CREG souligne que les conditions définies ne peuvent en aucun cas conduire à l'inopérabilité de cette possibilité de résiliation pour le détenteur d'accès et ainsi à empêcher le détenteur d'accès de résilier le contrat d'accès.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'exigence d'une lettre recommandée motivée, il n'est pas évident de comprendre pourquoi elle doit être motivée ni quels motifs un détenteur d'accès devrait alors mentionner dans sa lettre de préavis (puisque cet article n'exige aucune raison bien définie pour résilier le contrat d'accès).

La CREG demande qu'Elia explique ces dispositions et/ou les adapte conformément aux remarques formulées.

## **Article 17**

45. L'article 17 du contrat d'accès stipule qu'Elia doit mettre les données de mesure au moins sur une base mensuelle à la disposition du détenteur d'accès et que des services spécifiques supplémentaires concernant ces données de mesure peuvent être convenus entre les parties.

La CREG constate que, contrairement au contrat d'accès actuel qui est d'application jusqu'au 31 décembre 2003, l'article 17 du contrat d'accès soumis ne précise pas que les données de mesure fournies sur une base mensuelle seront des données de mesure validées. Or, pour la CREG, il est inacceptable qu'Elia revienne de quelque manière que ce soit sur ses obligations en la matière. Comme dans l'actuel contrat d'accès, les données de mesure qu'Elia fournit sur une base mensuelle doivent être des données de mesure validées, ce qui doit être précisé expressément dans le contrat d'accès. Dans le cas contraire, l'accès au réseau de transport serait entravé au sens de l'article 6, §1, du règlement technique.

En ce qui concerne la deuxième phrase de l'article 17, premier alinéa, du contrat d'accès, la CREG indique qu'il ne faut pas entendre par « *bijkomende specifieke dienstverleningen* » la simple communication des données (de mesure) dont Elia dispose dans le cadre de sa mission de gestion du réseau et que, pour la communication de telles données, aucune indemnisation supplémentaire ne peut être facturée en dehors des tarifs régulés. En effet, les frais liés à l'obtention, au rassemblement et au traitement des données de mesure et de comptage par Elia sont déjà inclus dans les tarifs régulés pour l'utilisation du réseau de transport. Par ailleurs, la CREG ne voit pas en quoi la simple transmission aux détenteurs d'accès des données (de mesure) qu'Elia possède déjà dans le cadre de l'exécution de sa mission de gestion du réseau pourrait générer des coûts supplémentaires substantiels pour Elia. Selon elle, il ne pourrait s'agir que de coûts supplémentaires très limités. La CREG se réjouit, en outre, qu'Elia se charge actuellement d'informatiser la mise à disposition de ces informations aux utilisateurs du réseau afin de réduire, de la sorte, le coût (déjà très limité) de celle-ci.

## **Article 18.1.**

46. Suite à la modification du cadre légal (cf. article 8 de la loi électricité dans lequel les tâches du gestionnaire de réseau sont maintenant décrites comme des obligations de

moyen) et en raison des aspects financiers (à savoir le caractère assurable et partant, payable de la gestion du réseau), la CREG ne voit aucune raison de repousser les plafonds de responsabilité contenus à l'article 18.1.

L'article 18.1., troisième alinéa, du contrat d'accès, stipule un plafonnement de la responsabilité des parties « *voor het geheel van de vorderingen van de Partijen en derden* ». Il convient de remarquer que cette limitation contractuelle de la responsabilité peut uniquement être valable entre les parties et n'est pas opposable aux tiers. Par ailleurs, cette limitation contractuelle de la responsabilité peut uniquement avoir des conséquences à l'égard de tiers qui ont conclu un contrat, avec Elia ou le détenteur d'accès, qui prévoit une extension de cette limitation de la responsabilité. En outre, la clause d'extension contenue à l'article 21.6. du contrat d'accès semble restreindre l'extension de cette limitation contractuelle de la responsabilité aux utilisateurs du réseau (et pas à l'ensemble des tiers) qui ont conclu un contrat avec le détenteur d'accès (et donc pas avec Elia). De même, la CREG souligne que l'obligation d'extension du plafond de responsabilité valable pour les deux parties, contenue à l'article 18.1., troisième alinéa, du contrat d'accès doit également s'appliquer aux deux parties (et pas uniquement au détenteur d'accès). Dans la mesure où l'article 21.6., associé à l'article 18.1., troisième alinéa, imposerait uniquement une obligation d'extension au détenteur d'accès et pas à Elia, il s'agit d'une clause déséquilibrée contraire au droit de la concurrence. L'on peut en effet supposer que le détenteur d'accès n'accepterait pas de telles dispositions si Elia ne détenait pas un monopole. Ainsi, l'article 21.6., associé à l'article 18.1., troisième alinéa, du contrat d'accès, n'est pas conforme à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du contrat d'accès.

### **Article 18.2.**

47. Par sa formulation, l'article 18.2 du contrat d'accès signifie que la partie A (« *elke partij* ») doit préserver et dédommager la partie B (« *de andere partij* ») de tous les recours liés à un dommage causé par ou à une non-exécution par la partie B (« *de andere partij* »). Cela ne se peut naturellement pas et cette erreur est probablement due à une formulation incorrecte. Dès lors, il convient de corriger la formulation de cet article, par exemple en remplaçant les mots « *niet naleving door de andere partij* » par « *niet naleving door de eerstgenoemde partij* ».

### **Article 21.1.**

48. En ce qui concerne l'article 21.1 du contrat d'accès, la CREG estime, comme indiqué aux paragraphes 6 et 7 de la présente décision, que l'ensemble des dispositions du contrat d'accès tel qu'il lui a été présenté le 1<sup>er</sup> octobre 2003 constituent des conditions générales soumises à l'approbation de la CREG, conformément à l'article 6, §1, du règlement technique.

### **Article 21.5.**

49. Dans cet article relatif à la divisibilité des dispositions du contrat d'accès, il convient également d'indiquer qui se chargera de remplacer cette disposition et comment (procédure éventuelle).

La CREG précise qu'un tel remplacement d'une disposition non valable ou nulle constitue une modification au sens de l'article 21.1 du contrat d'accès et par conséquent, une modification qui est soumise à l'approbation de la CREG conformément à l'article 6, §1, du règlement technique.

### **Article 21.6.**

50. En ce qui concerne cet article du contrat d'accès, il convient de remarquer que cette clause d'extension ne s'applique pas aux contrats en cours entre le détenteur d'accès et ses utilisateurs du réseau qui avaient déjà été conclus avant ce contrat d'accès entre Elia et le détenteur d'accès. En effet, le détenteur d'accès ne peut garantir l'application de cette clause d'extension sur les contrats déjà en cours.

La CREG remarque que les « précisions » données entre parenthèses à l'article 21.6. du contrat d'accès sont source de confusion et de problèmes d'interprétation. Ces précisions impliquent-elles une limitation des dispositions qui doivent s'étendre ou expliquent-elles (de manière superflue) ce qui figure dans ces dispositions ?

Ainsi, en ce qui concerne l'article 18 du contrat d'accès, il est fait référence aux dispositions en matière de « *vrijwaring en aansprakelijkheidsbeperking ten gunste van Elia* ». Cela signifie-t-il que l'article 21.6. vise uniquement la limitation de la responsabilité au profit d'Elia

de l'article 18, alinéa 2, ou également l'alinéa 3 qui est pourtant une limitation de la responsabilité au profit de tiers ?

Comme nous l'avons déjà indiqué pour l'article 18.1 du contrat d'accès, l'article 21.6., associé à l'article 18.1., troisième alinéa, dans la mesure où il imposerait uniquement une obligation d'extension au détenteur d'accès et pas à Elia, constitue une clause déséquilibrée contraire au droit de la concurrence. Comme expliqué au paragraphe 46 de la présente décision, l'article 21.6. doit dès lors être modifié conformément aux remarques formulées à cet égard.

## **Annexe 7**

51. L'annexe 7 du contrat d'accès contient un document intitulé « *standaardformulier bankgarantie* » rédigé en anglais. La CREG ne parvient pas à déterminer si ce document constitue un simple exemple ou s'il impose des conditions qui doivent dès lors obligatoirement être respectées au niveau de la garantie bancaire qui doit être fournie par le détenteur d'accès.

Si ce document est un simple exemple, la CREG ne se prononce pas sur celui-ci (puisque'il ne fait dès lors pas partie des conditions générales du contrat d'accès).

Par contre, si les dispositions de l'annexe 7 imposent des conditions qui doivent obligatoirement être respectées au niveau de la garantie bancaire qui doit être fournie par le détenteur d'accès, la CREG se doit de formuler les remarques suivantes.

A l'annexe 7 du contrat d'accès, l'utilisation de la garantie est soumise à la présentation d'une copie de la facture impayée et non de la mise en demeure qu'Elia doit adresser au détenteur d'accès, conformément à l'article 4.6. du contrat d'accès, avant de pouvoir faire appel à la garantie bancaire. Il est fortement recommandé d'ajouter à l'annexe 7 du contrat d'accès qu'Elia doit remettre une preuve de la mise en demeure par lettre recommandée lorsqu'elle souhaite faire appel à la garantie bancaire.

En outre, la CREG constate que l'annexe 7 du contrat d'accès est rédigée en anglais.

En ce qui concerne l'emploi des langues dans le contrat d'accès, la CREG se doit une nouvelle fois de faire référence aux lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative (ci-après la « loi sur l'emploi des langues »).

Etant donné qu'en tant que gestionnaire du réseau de transport, Elia est chargée d'une mission qui dépasse le cadre d'une entreprise privée et qui lui a été confiée par le gouvernement fédéral dans l'intérêt général, elle est soumise, conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi sur l'emploi des langues, à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative. Attendu que le champ d'action d'Elia s'étend à l'ensemble du pays, elle est soumise, en ce qui concerne ses missions d'intérêt général, à la réglementation applicable aux services centraux, telle que fixée aux articles 39 et suivants de la loi sur l'emploi des langues.

En vertu de l'article 41, § 2, de la loi sur l'emploi des langues, les services centraux doivent utiliser à l'égard des entreprises privées la langue de la région linguistique dans laquelle l'entreprise est établie, sauf si l'entreprise concernée est établie dans une commune à facilités. Conformément à l'article 41, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, le choix linguistique du particulier doit être respecté, pour autant que celui-ci utilise l'une des trois langues nationales. Il faut encore ajouter que la loi sur l'emploi des langues ne connaît que trois langues, à savoir le français, le néerlandais et l'allemand.

En ce qui concerne ses missions d'intérêt général, Elia doit donc utiliser, à l'égard des entreprises établies dans une commune belge qui n'est pas une commune à facilités, la langue de la région et ce, quelle que soit la langue employée par l'entreprise elle-même. Dans ses rapports avec ces entreprises, Elia doit donc utiliser le français, le néerlandais ou l'allemand. S'agissant des entreprises établies dans la région linguistique bilingue, Elia devra utiliser soit le français, soit le néerlandais suivant le choix opéré par l'entreprise entre ces deux langues. Pour les entreprises établies dans une commune à facilités, Elia devra utiliser la langue que l'entreprise choisit elle-même ; selon le régime linguistique de la commune à facilités concernée, il peut s'agir du français, du néerlandais ou de l'allemand. En ce qui concerne les entreprises non établies en Belgique, Elia devra utiliser la langue choisie par l'entreprise, pour autant qu'il s'agisse du français, du néerlandais ou de l'allemand. Des langues autres que ces trois langues ne peuvent être employées, même s'il s'agit d'entreprises ne possédant pas d'établissement en Belgique.

La CREG insiste sur le fait que la loi sur l'emploi des langues est d'ordre public et qu'il est donc impossible d'y déroger contractuellement. La sanction imposée aux actes contraires à la loi sur l'emploi des langues est la nullité absolue.

Par conséquent, toutes les annexes d'un contrat rédigé en néerlandais doivent également être rédigées en néerlandais.

La CREG demande donc également confirmation du caractère purement exemplatif du formulaire contenu à l'annexe 7 du contrat d'accès. Si les dispositions de l'annexe 7 imposent des conditions qui doivent obligatoirement être reprises dans la garantie bancaire qui doit être fournie par le détenteur d'accès, ladite annexe doit être adaptée conformément aux remarques formulées ci-avant dans la présente décision, sans quoi ces dispositions sont nulles.

### **Suppression de la mesure transitoire**

52. Dans sa décision du 20 mars 2003, la CREG s'est vu contrainte d'imposer une mesure transitoire concernant l'application des conditions générales du contrat d'accès stipulant que, dans l'attente de l'approbation par la CREG de nouvelles conditions générales pour le contrat d'accès, les conditions générales du contrat d'accès telles que portées à la connaissance de la CREG par Elia le 27 janvier 2003 pouvaient rester provisoirement d'application.

Puisque cette décision a été communiquée à Elia dès le 24 mars 2003, Elia a disposé d'un délai plus que raisonnable pour adapter les conditions générales non approuvées du contrat d'accès. Dès lors, par la présente décision, la CREG supprime la mesure transitoire précitée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

A cet égard, la CREG signale que l'absence éventuelle de conditions générales approuvées (au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et par la suite) ne peut aucunement justifier un refus d'accès au réseau à tout utilisateur du réseau. En pareil cas, la réglementation sectorielle sera d'application et pour le reste, le droit commun, comme de coutume dans les relations relatives à des contrats non écrits.

## CONCLUSION

53. Eu égard aux motifs exposés précédemment, la CREG décide, en application de l'article 6 du règlement technique, d'approuver les conditions générales du contrat d'accès qu'Elia a soumis à son approbation, à l'exception des conditions générales suivantes :

- article 1.1. (cf. paragraphes 30 et 31 de la présente décision) ;
- article 2 (cf. paragraphe 32 de la présente décision) ;
- article 4.5. (cf. paragraphe 33 de la présente décision) ;
- article 4.6. (cf. paragraphe 34 de la présente décision) ;
- article 6 (cf. paragraphe 36 de la présente décision) ;
- article 7.1. (cf. paragraphe 37 de la présente décision) ;
- article 7.2. (cf. paragraphe 38 de la présente décision) ;
- article 16.2. (cf. paragraphes 42 et 43 de la présente décision) ;
- article 17 (cf. paragraphe 45 de la présente décision) ;
- article 21.6. (cf. paragraphe 50 de la présente décision) ;
- annexe 7 (uniquement dans l'hypothèse où les dispositions concernées imposent des conditions auxquelles les garanties bancaires de tous les détenteurs d'accès doivent satisfaire) (cf. paragraphe 51 de la présente décision).

La CREG demande qu'après modification des conditions générales du contrat d'accès énumérées ci-dessus, Elia lui notifie les conditions générales modifiées en vue de leur approbation conformément à l'article 6 du règlement technique.

Par ailleurs, la CREG souligne qu'il est recommandé d'adapter les conditions générales énumérées ci-après, eu égard aux motifs exposés précédemment, conformément aux remarques formulées dans la présente décision :

- article 16.3. (cf. paragraphe 44 de la présente décision) ;
- article 18.2. (cf. paragraphe 47 de la présente décision) ;
- article 21.5. (cf. paragraphe 49 de la présente décision) ;
- annexe 7 (dans l'hypothèse où le formulaire concerné constitue un simple exemple) (cf. paragraphe 51 de la présente décision).



En outre, la CREG décide de supprimer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, la mesure transitoire prévue dans la décision du 20 mars 2003, qui stipule que, dans l'attente de l'approbation par la CREG des conditions générales du contrat d'accès, le contrat d'accès communiqué à la CREG par Elia le 27 janvier 2003 pouvait rester provisoirement d'application.

////

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :

Guido CAMPS  
Directeur

Thomas LEKANE  
Directeur

Christine VANDERVEEREN  
Président du Comité de direction

# Toegangscontract Draft-document

Contractreferentie : [●]

tussen :

ELIA System Operator N.V., een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder het nummer 654.608, met BTW nr. BE 476.388.378,

rechtsgeldig vertegenwoordigd door [ELIASign1] en [ELIASign2], resp. in de hoedanigheid van [●] en [●],

hierna "ELIA" genoemd,

en

[●], een vennootschap naar [●] recht met maatschappelijke zetel te [●], ingeschreven in het handelsregister te [●] onder nummer [●], met BTW nr. [●],

rechtsgeldig vertegenwoordigd door [ToegangshouderResp1] en [ToegangshouderResp2], resp. in de hoedanigheid van [●] en [●],

hierna "Toegangshouder" genoemd,

ELIA en/of de Toegangshouder kunnen ook elk aangeduid worden als "Partij" of gezamenlijk als "Partijen".

**Wordt voorafgaand uiteengezet:**

- ELIA heeft het eigendomsrecht op, of ten minste het gebruiks- of exploitatierecht voor, het grootste deel van het Belgisch elektriciteitsnet.
- ELIA werd aangeduid als netbeheerder op federaal en gewestelijk niveau.
- Overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, wensen de partijen hun contractuele rechten en verplichtingen in verband met de toegang tot het ELIA-net, voor elk Injectie- en/of Afnamepunt, vast te leggen in het Contract.
- De Partijen verbinden er zich toe om te goeder trouw samen te werken in geval van moeilijke interpretatie van artikelen van het Contract, meer in het bijzonder deze die specifiek handelen over de aansluitingen van de netgebruikers, en met name bij het afsluiten van aansluitingscontracten op een latere datum.

**Wordt overeengekomen wat volgt:**

## INHOUD

<b>DEEL I: DEFINITIES EN VOORWERP VAN CONTRACT</b>	<b>7</b>
<b>Artikel 1: Definities en interpretatie</b>	<b>7</b>
1.1. <i>Definities</i>	7
1.2. <i>Aanvullende interpretatieregels</i>	10
<b>Artikel 2: Voorwerp van het Contract</b>	<b>10</b>
<b>DEEL II: ALGEMENE VOORWAARDEN</b>	<b>11</b>
<b>Artikel 3: Bewijs van de financiële solvabiliteit van de Toegangshouder</b>	<b>11</b>
<b>Artikel 4: Facturatie- en betalingsvoorwaarden</b>	<b>11</b>
4.1. <i>Facturen</i>	11
4.2. <i>Basisfactuur</i>	12
4.3. <i>Tweede Factuur</i>	12
4.4. <i>Betalingstermijn</i>	13
4.5. <i>Bezwaar</i>	13
4.6. <i>Modaliteiten voor het invorderen van eventueel onbetaalde sommen</i>	13
<b>Artikel 5: Vertrouwelijkheid en bescherming van commerciële gegevens</b>	<b>13</b>
<b>Artikel 6: Geschillenbeslechting</b>	<b>14</b>
<b>Artikel 7: Maatregelen in geval van een noodsituatie en/of overmacht</b>	<b>15</b>
7.1. <i>Definities en gevolgen van overmacht en noodsituatie</i>	15
7.2. <i>Maatregelen</i>	16
<b>Artikel 8: Aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke en de leverancier</b>	<b>16</b>
<b>BIJZONDERE VOORWAARDEN</b>	<b>17</b>
<b>Artikel 9: Identiteit van de Toegangshouder en toegang tot het ELIA-Net, en toegangsprocedure</b>	<b>17</b>

<b>Artikel 10:</b>	<b>Procedure voor het toevoegen van Toegangspunten aan het Contract</b> <i>(switching-procedure)</i>	<b>17</b>
<b>Artikel 11:</b>	<b>Wijziging van de aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke en/of van de aanduiding van de leverancier</b>	<b>18</b>
<b>Artikel 12:</b>	<b>Duur van het Contract</b>	<b>18</b>
<b>Artikel 13:</b>	<b>Financiële Garanties</b>	<b>19</b>
	<i>13.1. Algemeen</i>	<i>19</i>
	<i>13.2. Hernieuwing / aanpassing van de bankgarantie</i>	<i>19</i>
	<i>13.3. Restitutie van de bankgarantie</i>	<i>20</i>
<b>Artikel 14:</b>	<b>Onderschrijving voor Toegang tot het ELIA-Net</b>	<b>20</b>
	<i>14.1. Procedure voor onderschrijving van vermogen</i>	<i>20</i>
	<i>14.2. Onderschrijving voor afname en/of injectie van vermogen in Toegangspunten</i>	<i>21</i>
	<i>14.3. Onderschrijving voor afname gedekt door Lokale productie</i>	<i>21</i>
	<i>14.4. Overschrijding van het onderschreven vermogen</i>	<i>22</i>
<b>Artikel 15:</b>	<b>Vergoedingen</b>	<b>22</b>
	<i>15.1. Vergoedingen voor Toegang tot het ELIA-Net</i>	<i>22</i>
	<i>15.2. Vergoedingen voor aansluiting op het ELIA-Net</i>	<i>22</i>
	<i>15.3. Door de Toegangshouder verschuldigde BTW, toeslagen en heffingen</i>	<i>22</i>
<b>Artikel 16:</b>	<b>Schorsing en/of beëindiging van toegekende toegangsrechten of van het Contract</b>	<b>23</b>
	<i>16.1. Schorsing en/of beëindiging wegens onvoldoende capaciteit en/of niet voldoen aan technische voorschriften</i>	<i>23</i>
	<i>16.2. Schorsing en/of beëindiging wegens tekortkoming door één van de Partijen aan de bepalingen van het Contract</i>	<i>23</i>
	<i>16.3. Opzegging door de Toegangshouder</i>	<i>24</i>
	<i>16.4. Gevolgen van schorsing en/of beëindiging voor de Toegangshouder</i>	<i>24</i>
	<i>16.5. Aanduiding van de Netgebruiker(s) als toegangshouder</i>	<i>25</i>
<b>Artikel 17:</b>	<b>Procedure voor mededeling van de reële afname in de Afnamepunten</b>	<b>25</b>
<b>Artikel 18:</b>	<b>Aansprakelijkheid van de Partijen in het kader van het Contract</b>	<b>25</b>
	<i>18.1. Aansprakelijkheidsbeperking</i>	<i>26</i>

18.2. <i>Vrijwaring</i>	26
18.3. <i>Verplichting tot Schadebeperking</i>	26
18.4. <i>Kennisgeving van aanspraak op schadevergoeding</i>	27
<b>Artikel 19: Verzekering</b>	<b>27</b>
<b>Artikel 20: Verklaringen en garanties van de Toegangshouder</b>	<b>27</b>
20.1. <i>Verklaringen en garanties</i>	27
20.2. <i>Aanvullende bepalingen inzake verklaringen en garanties</i>	28
20.3. <i>Optreden voor Contractspartijen</i>	28
<b>Artikel 21: Overige bepalingen</b>	<b>29</b>
21.1. <i>Wijziging van algemene voorwaarden</i>	29
21.2. <i>Contactpersonen en kennisgeving</i>	29
21.3. <i>Overdracht van verbintenissen</i>	29
21.4. <i>Volledig contract</i>	30
21.5. <i>Scheidbaarheid</i>	30
21.6. <i>Doorwerking</i>	30
21.7. <i>Toepasselijk recht</i>	30
<b>Bijlage 1: Identiteit en persoonlijke gegevens van de Toegangshouder</b>	<b>1</b>
<b>Bijlage 2: Toevoegen van Toegangspunten aan een Toegangscontract (Switching-formulier)</b>	<b>1</b>
<b>Bijlage 3: Aanduiding en/of wijziging van aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en aanduiding en/of wijziging van aanduiding van de leverancier</b>	<b>1</b>
<b>Bijlage 4: Praktische modaliteiten voor onderschrijving</b>	<b>1</b>
<b>Bijlage 5: Contactpersonen voor ELIA</b>	<b>1</b>
<b>Bijlage 6: Berekening Bankgarantie</b>	<b>1</b>
<b>Bijlage 7: Standaardformulier Bankgarantie</b>	<b>2</b>
<b>Bijlage 8: Vergoeding voor Aansluitingen</b>	<b>1</b>

<b>Bijlage 9:</b>	<b>Procentuele toekenning aan evenwichtsperimeters van Evenwichtsverantwoordelijken van Toegangspunten behorend tot een productie-site</b>	<b>1</b>
<b>Bijlage 10:</b>	<b>Bloklivering ref : Datum:</b>	<b>1</b>

## DEEL I: DEFINITIES EN VOORWERP VAN CONTRACT

### Artikel 1: Definities en interpretatie

#### 1.1. Definities

Behoudens andersluidende bepaling in het Contract, of indien de context duidelijk een andere interpretatie uitwijst, worden de begrippen gedefinieerd in de Elektriciteitswet, de Elektriciteitsdecreten en/of -ordonnanties in verband met de organisatie van de elektriciteitsmarkt en/of de verschillende toepasselijke Technische Reglementen (zoals hieronder gedefinieerd) ook voor doeleinden van het Contract begrepen in de zin van deze wettelijke of reglementaire definities.

In geval van mogelijke inconsistentie tussen de definities opgenomen in de vermelde wetten en reglementen, zal de interpretatie gelden die het meest is aangepast aan de aard en bijzonderheden van het Contract en van het ELIA-Net (zoals hieronder gedefinieerd).

Bijgevolg gelden volgende definities voor doeleinden van het Contract:

“**Aansluitingsvermogen**”: het maximaal schijnbaar vermogen per Toegangspunt.

“**Actief vermogen**”: het elektrisch vermogen dat kan worden omgezet naar andere vormen van vermogen, zoals mechanisch, thermisch of akoestisch. De waarde is gelijk aan  $3 U I \cos(\phi)$ , waarbij  $U$  en  $I$  de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning (tussen een fase en de aarde) en de stroom (in die fase) en waarbij  $\phi$  het faseverschil voorstelt tussen de fundamentele componenten van de spanning en de stroom.

“**Afnamepunt**”: elk afnamepunt op het ELIA-Net waarvoor toegang tot het ELIA-Net wordt verleend aan de Toegangshouder overeenkomstig het Contract, en dat is ingeschreven in het Register van Toegangspunten.

“**Bankwerkdagen**”: de werkdagen in de banksector in België.

“**Basisfactuur**”: de basisfactuur uitgeschreven door ELIA overeenkomstig Artikel 4.2. van het Contract.

“**Contract**”: dit Toegangscontract.

“**CREG**”: Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas.

“**Elektriciteitsdecreten en/of -ordonnantie**”: het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 juli 2000 houdende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, het Decreet van het Waalse Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en de Brusselse ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals aangepast van tijd tot tijd.

“**Elektriciteitswet**”: de Wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, zoals aangepast van tijd tot tijd.



**“ELIA-Net”**: het elektriciteitsnet waarop ELIA het eigendomsrecht of tenminste het gebruiks- of exploitatierecht heeft, en waarvoor ELIA is aangeduid als netbeheerder.

**“Evenwichtsverantwoordelijke”**: elke natuurlijke of rechtspersoon ingeschreven in het register van Toegangsverantwoordelijken overeenkomstig het Koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe; waarin wordt verwezen met de term “toegangsverantwoordelijke”.

**“Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname”**: de Evenwichtsverantwoordelijke aan wie de Opvolging van de afname in een Afnamepunt wordt toegewezen in het kader van zijn evenwichtsverantwoordelijkheid.

**“Evenwichtsverantwoordelijke belast met de injectie”**: de Evenwichtsverantwoordelijke aan wie de injectie in een Injectiepunt wordt toegewezen in het kader van zijn evenwichtsverantwoordelijkheid.

**“Injectiepunt”**: elk injectiepunt waarvoor toegang tot het ELIA-Net wordt verleend aan de Toegangshouder overeenkomstig het Contract, en dat is ingeschreven in het Register van Toegangspunten.

**“KB Tariefstructuur”**: het Koninklijk Besluit van 4 april 2001 (zoals aangepast van tijd tot tijd) betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven en de boekhouding van de beheerder van het nationaal transmissienet voor elektriciteit en/of het Koninklijk Besluit van 11 juli 2002 betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven voor de aansluiting op de distributienetten en het gebruik ervan, de ondersteunende diensten geleverd door de beheerders van deze netten en inzake de boekhouding van de beheerders van de distributienetten voor elektriciteit.

**“Lokale productie”**: er is sprake van Lokale productie indien het Injectiepunt van een of meerdere productie-eenheden identiek is aan het Afnamepunt van een of meerdere belastingen en indien de productie-eenheid instaat voor levering aan de betrokken afnemer.

**“Netgebruiker”**: De netgebruiker die, indien hijzelf niet optreedt als Toegangshouder, de Toegangshouder heeft aangeduid.

**“Opvolging van de afname”**: het verschil tussen de werkelijke afname van Actief vermogen en de door de Netgebruiker te bevestigen geprogrammeerde afnames van andere voor het Afnamepunt verantwoordelijke Evenwichtsverantwoordelijken die niet door de Netgebruiker aangeduid werden als de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname.

**“Partijen”**: ELIA en de Toegangshouder, waarbij naar elk individueel wordt verwezen als een “Partij”.

**“Programma”**: programma zoals gedefinieerd in het toepasselijk contract van Toegangsverantwoordelijke.

**“Reactief vermogen”**: het elektrisch vermogen dat nodig is voor de opbouw van magnetische velden (bijvoorbeeld in motoren en transformatoren) of elektrische velden (bijvoorbeeld in condensatoren). De waarde is gelijk aan  $3 U I \sin(\phi)$ , waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning (tussen een fase en de aarde) en de stroom (in die fase) en waarbij phi het faseverschil voorstelt tussen de fundamentele componenten van de spanning en de stroom.

**“Register van Toegangspunten”**: register door ELIA bijgehouden en zoals aangepast van tijd tot tijd dat, onder meer, vermeldt:

- voor elk Afname- en/of Injectiepunt, de referentie van het Toegangscontract waardoor Toegang tot het ELIA-Net wordt verleend; en
- voor elk Afname- en/of Injectiepunt, de aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en de aanduiding van de leverancier; en
- het Aansluitingsvermogen van de betrokken aansluitingen.

**“Schade”**: behoudens indien anders bepaald in het Contract, elke schade, kost, verlies (met inbegrip van winstderving en/of onderbreking van activiteiten), verbintenis, aansprakelijkheid, boete, betalingsverplichting en/of invorderingskost, het weze rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeiend uit of verband houdend met het schadeverwekkend gegeven, ongeacht of deze voorzienbaar dan wel onvoorzienbaar is.

**“Tarief voor de Toegang”**: de door de CREG goedgekeurde tarieven m.b.t. de Toegang tot het ELIA-Net, vastgesteld overeenkomstig het KB Tariefstructuur, of, in afwezigheid van goedgekeurde tarieven, de voorlopige toegangsbarrema's zoals gepubliceerd op de internet site van ELIA ([www.elia.be](http://www.elia.be)).

**“Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie”**: de technische reglementen distributie, lokale of gewestelijke transmissie van elektriciteit die van toepassing zijn of zullen worden in Vlaanderen, Brussel en Wallonië, en zoals aangepast van tijd tot tijd.

**“Technisch Reglement Transmissie”**: Het Koninklijk besluit van 19 december 2002, zoals aangepast van tijd tot tijd, houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe.

**“Technische Reglementen”**: het Technisch Reglement Transmissie en de Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie.

**“Toegang tot het ELIA-Net”**: het gebruik van het ELIA-Net en van de ondersteunende diensten m.b.t. injectie en/of afname van elektrische energie.

**“Toegangsaanvraag”**: de toegangsaanvraag ingediend door de Toegangsaanvrager overeenkomstig de geldende Technische Reglementen.

**“Toegangsaanvrager”**: de Partij die de Toegangsaanvraag indient met het oog op het afsluiten van een Toegangscontract; dit kan de Netgebruiker zijn, of ook een leverancier of een Evenwichtsverantwoordelijke, voor zover deze door de Netgebruiker daartoe zijn aangeduid, en binnen de beperkingen van de toepasselijke wetten en reglementen.

**“Toegangscontract”**: het Contract tussen ELIA en de Netgebruiker, of de door hem aangeduide Evenwichtsverantwoordelijke of leverancier dat de voorwaarden bepaalt in verband met het verlenen van Toegang tot het ELIA-net.

**“Toegangshouder”**: de Toegangsaanvrager die het Contract afsluit met ELIA.

**“Toegangspunt”**: een Injectiepunt en/of een Afnamepunt.

**“Toevoegingsaanvraag”**: de aanvraag tot toevoeging van één of meerdere Toegangspunten aan het Contract overeenkomstig artikel 10 van het Contract.

**“Tweede Factuur”**: de tweede factuur uitgeschreven door ELIA overeenkomstig artikel 4.3. van het Contract.

**“Wet van 2 augustus 2002”**: de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties, en zoals aangepast van tijd tot tijd.

## **1.2. Aanvullende interpretatieregels**

De titels en hoofdingen in het Contract worden enkel opgenomen voor de eenvoud van verwijzing en drukken op geen enkele wijze de bedoeling van Partijen uit. Zij zullen niet in overweging worden genomen bij de interpretatie van de bepalingen van het Contract.

De Bijlagen van het Contract maken integraal deel uit van het Contract. Elke verwijzing naar het Contract omvat de Bijlagen, en vice versa. Indien er een interpretatieconflict is tussen een Bijlage van dit Contract en één of meerdere bepalingen van dit Contract, zullen de bepalingen van dit Contract voorrang hebben. Indien de Toegangshouder praktische vragen heeft betreffende de interpretatie van een procedure vermeld in dit contract of in de Bijlage daarbij, zal hij deze vraag voorleggen aan ELIA.

De concretisering in het Contract van een specifieke verplichting of bepaling opgenomen in de Technische Reglementen, zal op geen enkele wijze worden geacht afbreuk te doen aan de verplichtingen of bepalingen die, krachtens de Technische Reglementen toepassing dienen te vinden op de relevante situatie.

### **Artikel 2: Voorwerp van het Contract**

Het Contract regelt de contractuele rechten en verplichtingen van de Partijen met betrekking tot de Toegang tot het ELIA-Net voor wat betreft Injectie- en/of Afnamepunten rechtstreeks aangesloten op het ELIA-Net.

Het Contract geldt voor alle Toegangspunten waarvoor de Toegangshouder toegang heeft gekregen tot het ELIA-Net en die ingeschreven zijn in het Register van Toegangspunten.

Elke Partij is zich bewust van de onderlinge samenhang die bestaat tussen het aansluitingscontract, het contract van evenwichtsverantwoordelijke en het Toegangscontract die elk ten aanzien van elkaar een noodzakelijk accessorium zijn voor de veiligheid, betrouwbaarheid en de efficiëntie van het ELIA-Net en die derhalve onmisbaar zijn voor de uitvoering van de contractuele relatie.

Een partij zorgt ervoor dat haar eigen contractuele relatie ten aanzien van de andere Partij steeds steunt op het bestaan en de goede uitvoering van dit geheel van contracten.

## DEEL II: ALGEMENE VOORWAARDEN

### **Artikel 3: Bewijs van de financiële solvabiliteit van de Toegangshouder**

Het sluiten van het Contract veronderstelt dat de Toegangshouder het bewijs levert van zijn financiële solvabiliteit.

Het bewijs van de financiële solvabiliteit van de Toegangshouder bij het sluiten van het Contract veronderstelt dat de Toegangshouder voldoet aan de bijzondere bepalingen inzake financiële waarborgen zoals overeengekomen in het Contract.

Tijdens de gehele duur van het Contract moet de Toegangshouder, op gemotiveerd verzoek van ELIA, het bewijs leveren aan ELIA van zijn financiële solvabiliteit.

De financiële solvabiliteit van de Toegangshouder tijdens de uitvoering van het Contract is een essentieel bestanddeel van het met ELIA afgesloten contract en van de door ELIA aangegane verbintenissen.

### **Artikel 4: Facturatie- en betalingsvoorwaarden**

#### **4.1. Facturen**

Facturen worden opgesteld op grond van de technische modaliteiten en de periodiciteit bepaald in het Contract.

Facturen worden verzonden naar het facturatieadres van de Toegangshouder zoals aangeduid in het Contract.

Overeenkomstig het hierna bepaalde, maakt ELIA maandelijks in kalendermaand M aan de Toegangshouder een factuur (de "Basisfactuur") over die betrekking heeft op de maand volgend op de lopende kalendermaand M (zijnde M+1), en een factuur die een regularisatie is van de kalendermaand voorafgaand aan de lopende kalendermaand M (zijnde M-1) (de "Tweede Factuur").

Deze factuur wordt verzonden naar het facturatieadres bepaald in Bijlage 1 van het Contract.

#### 4.2. Basisfactuur

De Basisfactuur heeft betrekking op de kalendermaand M+1 en bevat:

- De termen voor vermogensonderschrijvingen voor afname en injectie;
- De termen voor vermogensonderschrijving voor afname met Lokale productie;
- De voorafbetaling voor systeembeheer;

De voorafbetaling voor het systeembeheer wordt berekend op basis van 90% van de energie die werd afgenomen gedurende de kalendermaand M-1 in de Afnamepunten waarvoor de Toegangshouder toegang heeft gekregen tot het ELIA-Net krachtens het Contract. Voor de eerste twee facturen met betrekking tot de voorafbetalingen voor systeembeheer zal ELIA uitgaan van de geschatte maandelijkse afgenomen energie per Afnamepunt.

- De voorafbetaling voor de ondersteunende diensten, zijnde
  - Primaire regeling van de frequentie, secundaire regeling van het evenwicht van de Belgische zone en de black-start service;
  - Regeling van de spanning en het reactief vermogen;
  - Congestiebeheer;
  - Compensatie van actieve netverliezen, voor zover deze compensatie voor de desbetreffende afname is verschuldigd aan ELIA krachtens de toepasselijke wetten en reglementen.

De voorafbetaling voor de ondersteunende diensten wordt berekend volgens dezelfde methodiek als hierboven vermeld voor systeembeheer.

De Basisfactuur zal verzonden worden na de 20<sup>e</sup> dag van de kalendermaand M.

#### 4.3. Tweede Factuur

De Tweede Factuur maakt een regularisatie uit met betrekking tot de kalendermaand M-1 en bevat:

- De afrekening voor systeembeheer, met betrekking tot de kalendermaand M-1, verminderd met de voorafbetalingen voor systeembeheer met betrekking tot dezelfde kalendermaand M-1;
- De afrekening voor ondersteunende diensten, met betrekking tot de kalendermaand M-1, verminderd met de voorafbetalingen voor ondersteunende diensten met betrekking tot dezelfde kalendermaand M-1;
- Het bedrag van de toeslagen;
- In voorkomend geval, de term voor bijkomend vermogen;
- In voorkomend geval, de term voor overschrijding van reactief vermogen;
- In voorkomend geval, de vergoeding van de aansluiting op het ELIA-Net.

De Tweede Factuur zal verzonden worden in de loop van de kalendermaand M.

#### **4.4. Betalingstermijn**

Facturen moeten, netto zonder korting, door de Toegangshouder aan ELIA betaald worden binnen de 15 dagen volgend op de ontvangst, die geacht wordt plaats te vinden 3 dagen na de verzendingsdatum.

Bij gebreke van betaling binnen de gestelde termijn van 18 dagen na de verzendingsdatum heeft ELIA, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, recht op de interest bepaald overeenkomstig artikel 5 van de Wet van 2 augustus 2002. De interest zal verschuldigd zijn vanaf de 18<sup>e</sup> dag na verzendingsdatum tot op de datum van algehele betaling.

Bovendien heeft ELIA dan, onverminderd haar recht op vergoeding van de gerechtskosten overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek, recht op de schadeloosstelling voorzien in artikel 6 van de Wet van 2 augustus 2002. De hierboven opgenomen bepalingen doen geen afbreuk aan de overige rechten van ELIA overeenkomstig toepasselijke wetten en reglementen en de bepalingen van het Contract.

#### **4.5. Bezwaar**

Elk bezwaar betreffende een factuur moet, om ontvankelijk te zijn, door de Toegangshouder vóór de 18<sup>e</sup> dag na verzending van de factuur worden geformuleerd per aangetekend schrijven gericht aan ELIA, waarin de Toegangshouder zo omstandig en gedetailleerd als redelijkerwijs mogelijk is de redenen aangeeft die zijn bezwaar verantwoorden.

Een bezwaar heft geenszins de verplichting op om de factuur te betalen volgens de bepalingen van artikel 4.4. van het Contract, behoudens in geval het bezwaar van de Toegangshouder manifest gegrond is.

#### **4.6. Modaliteiten voor het invorderen van eventueel onbetaalde sommen**

Bij gebreke van betaling van de factuur, en na verzending door ELIA van een ingebrekestelling per aangetekend schrijven, zal ELIA, onverminderd de toepassing van de voorgaande bepalingen, het recht hebben om beroep te doen op de financiële waarborg zoals gepreciseerd in dit Contract. De maatregelen voor het invorderen van onbetaalde sommen zullen door ELIA op niet-discriminerende en redelijke wijze worden toegepast.

#### **Artikel 5: Vertrouwelijkheid en bescherming van commerciële gegevens**

Partijen verbinden zich er toe om de informatie die zij, in het kader van en naar aanleiding van het Contract met elkaar uitwisselen en van elkaar bekomen en die de mededelende Partij als vertrouwelijk bestempelt en/of die moet worden beschouwd als vertrouwelijk overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, vertrouwelijk te behandelen en niet mee te delen aan derden behoudens wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden voldaan is:

1° indien ELIA en/of de Toegangshouder werd opgeroepen om in rechte te getuigen of in hun verhouding met de controle-autoriteiten voor de elektriciteitsmarkt of andere administratieve overheden;

2° in het geval van een voorafgaand schriftelijk akkoord van diegene van wie de vertrouwelijke informatie uitgaat;

3° wat betreft ELIA, in overleg met beheerders van andere netten of in het kader van contracten en/of regels met de buitenlandse netbeheerders en voor zover de bestemming van deze informatie er zich toe verbindt aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid te geven als deze gegeven door ELIA;

4° indien deze informatie gemakkelijk en gewoonlijk toegankelijk is of voor het publiek beschikbaar is;

5° wanneer de mededeling door ELIA en/of de Toegangshouder onmisbaar is voor technische of veiligheidsredenen, ondermeer aan de onderaannemers en/of hun werknemers en/of hun vertegenwoordigers, voor zover deze bestemming(en) gebonden zijn door regels van vertrouwelijkheid die op gepaste wijze de bescherming van de vertrouwelijkheid van de informatie waarborgen.

Partijen aanvaarden dat de vertrouwelijkheid van gegevens niet tussen hen kan worden ingeroepen, noch ten aanzien van andere personen, ondermeer de Netgebruiker, betrokken bij de uitvoering van het Contract.

Onverminderd de toepasselijke wetten en reglementen blijft deze bepaling in ieder geval geldig tot 5 jaar na de beëindiging van het Contract.

#### **Artikel 6: Geschillenbeslechting**

Conform het Koninklijk Besluit van 3 mei 1999 betreffende het beheer van het nationaal transmissienet voor elektriciteit, en meer bepaald artikel 14, verklaart hierbij de Toegangshouder dat hij door ELIA, voorafgaand het ondertekenen van het Contract, op de hoogte werd gebracht van zijn rechten conform dit artikel 14 en ondermeer dat de geschillen betreffende de toegang tot het ELIA-Net, de toepassing van het Technisch Reglement Transmissie of de tarieven bedoeld in artikel 12 van de Elektriciteitswet mogen worden voorgelegd, naargelang zijn keuze, aan bemiddeling of arbitrage overeenkomstig het reglement bedoeld in artikel 28 van de Elektriciteitswet.

In voorkomend geval verklaart de Toegangshouder hierbij ook dat ELIA hem en de Netgebruiker, voorafgaand het ondertekenen van het Contract, op de hoogte heeft gebracht van de bepalingen in verband met geschillenregeling zoals bepaald in de gewestelijke wetten en reglementen.

Elk geschil met betrekking tot het afsluiten, de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van het Contract of van latere contracten of operaties die er zouden kunnen voortvloeien, alsook elk ander geschil betreffende of verband houdend met het Contract zal naar keuze van de meest gerede partij:

- tot de bevoegdheid behoren van de Rechtbank van koophandel te Brussel,
- worden voorgelegd aan de door de bevoegde reguleringsinstantie georganiseerde bemiddelings- of arbitrage dienst overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen; of

- worden voorgelegd aan een ad hoc arbitrage overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Gelet op de complexe verhoudingen, aanvaarden Partijen bij deze, teneinde de toepassing van de regels inzake samenhang of tussenkomst mogelijk te maken, hetzij om in geval van samenhangende geschillen afstand te doen van elk arbitragebeding teneinde in een andere gerechtelijke procedure tussen te komen, hetzij, omgekeerd, om afstand te doen van een gerechtelijke procedure teneinde deel te nemen aan een meerpartijen arbitrage. In geval van verdeeldheid wordt de voorkeur gegeven aan de eerst ingeleide procedure.

## **Artikel 7: Maatregelen in geval van een noodsituatie en/of overmacht**

### **7.1. Definities en gevolgen van overmacht en noodsituatie**

De uitvoering van de verplichtingen voorwerp van het Contract, waarvoor overmacht en/of een noodsituatie zoals gedefinieerd in de Technische Reglementen wordt ingeroepen, wordt tijdelijk opgeschort voor de duur van de gebeurtenis die aanleiding geeft tot overmacht en/of noodsituatie.

Onder overmacht dient te worden begrepen alle redelijkerwijs niet te voorziene voorvallen, voorgekomen na de afsluiting van het Contract en niet te wijten aan een fout van één van de Partijen, die de uitvoering van het Contract tijdelijk, of definitief, onmogelijk maken. Situaties van overmacht zijn onder meer:

- 1° natuurrampen, voortvloeiende uit aardbevingen, overstromingen, stormen, cyclonen of andere klimatologisch uitzonderlijke situaties;
- 2° een nucleaire of chemische explosie en zijn gevolgen;
- 3° een computervirus, een computercrash om redenen andere dan ouderdom of gebrek aan onderhoud van dit systeem;
- 4° de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid voor het ELIA-Net om elektriciteit uit te wisselen omwille van storingen binnen de regelzone veroorzaakt door elektriciteitsstromen die het resultaat zijn van energie-uitwisselingen binnen een andere regelzone of tussen twee of meerdere andere regelzones en waarvan de identiteit van de marktdeelnemers betrokken bij deze energieuitwisselingen niet gekend is en redelijkerwijze niet gekend kan zijn door ELIA;
- 5° de onmogelijkheid het ELIA-Net te gebruiken omwille van een collectief geschil dat aanleiding geeft tot een eenzijdige maatregel van de werknemers (of groepen van werknemers) of elk ander arbeidsgeschil;
- 6° brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, criminele dwang en bedreigingen van dezelfde aard;
- 7° al dan niet verklaarde staat van oorlog, een oorlogsdreiging, een invasie, een gewapend conflict, blokkade, revolutie of opstand;
- 8° een maatregel van hogerhand.

De Partij die een situatie van overmacht en/of een noodsituatie inroept, zal zo snel mogelijk de andere Partij op de hoogte brengen per telefoon en/of e-mail en/of fax van de reden waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet kan uitvoeren en welke de redelijkerwijze voorzienbare termijn van de niet-uitvoering zal zijn.



De Partij die een situatie van overmacht en/of noodsituatie inroept, stelt niettemin alles in het werk om de gevolgen van de niet-uitvoering van zijn verplichtingen t.a.v. de andere Partij, het ELIA-net en derden te beperken en zijn verplichtingen opnieuw te vervullen.

Indien de periode van overmacht en/of noodsituatie een duur heeft van 30 opeenvolgende dagen of meer en dat een Partij, als gevolg van de situatie van overmacht en/of noodsituatie, niet in staat is om de essentiële verplichtingen van het Contract na te komen, mag een Partij het Contract opzeggen met onmiddellijke ingang via een aangetekend schrijven.

## **7.2. Maatregelen**

In geval zich een noodsituatie of een meervoudige incidentsituatie, zoals gedefinieerd in de Technische Reglementen voordoet of ingeval ELIA meent dat een noodsituatie zich redelijkerwijze zou kunnen voordoen, kan ELIA de nodige maatregelen, eventueel preventief, treffen die beschreven staan in de Technische Reglementen, waaronder het hanteren van de reddingscode en de heropbouwcode.

De reddingscode bepaalt de operationele procedures in het kader van een noodsituatie en omvat ook het afschakelplan, dat onder meer de procedures en prioriteiten inzake afschakelen van netgebruikers bepaalt.

De heropbouwcode bevat de operationele procedures voor de heropbouw van het elektrisch systeem.

De reddingscode en de heropbouwcode kunnen geconsulteerd worden op vraag van de Toegangshouder. Deze codes kunnen op elk moment door ELIA worden gewijzigd volgens de wettelijke en reglementaire bepalingen.

De toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de reddingscode en de heropbouwcode en de eventuele latere wijzigingen zijn van toepassing op de Partijen.

De Toegangshouder verbindt zich ertoe onverwijld en op eigen kosten alle instructies na te leven die hem door ELIA per telefoon en/of e-mail en/of fax worden meegedeeld teneinde noodsituaties te voorkomen en/of te verhelpen.

## **Artikel 8: Aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke en de leverancier**

De aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie zijn gevoegd in Bijlage 3, 9 & 10 van het Contract.

Voor zover toegelaten door de toepasselijke wetten en reglementen worden de specifieke modaliteiten voor de aanduiding van meerdere Evenwichtsverantwoordelijken per Toegangspunt aangeduid in Bijlage 9 en 10 van het Contract.

## **BIJZONDERE VOORWAARDEN**

### **Artikel 9: Identiteit van de Toegangshouder en toegang tot het ELIA-Net, en toegangprocedure**

De identiteit en de persoonlijke gegevens van de Toegangshouder zijn gevoegd in Bijlage 1.

Met het oog op het afsluiten van het Contract heeft de Toegangshouder een Toegangsaanvraag bij ELIA ingediend minstens één maand voorafgaand aan de kalendermaand waarvoor Toegang tot het ELIA-Net wordt verleend aan de Toegangshouder krachtens het Contract, en dit overeenkomstig de procedure gepubliceerd op de internet site van ELIA ([www.elia.be](http://www.elia.be)). De Toegangsaanvraag met inbegrip van de door de betrokken partijen ondertekende daartoe bestemde formulieren zijn gevoegd in Bijlage 1 tot 3 van het Contract en Bijlage 9 en 10 van het Contract.

Voor zover toegelaten door de toepasselijke wetten en reglementen worden de specifieke modaliteiten voor de aanduiding van meerdere Evenwichtsverantwoordelijken per Toegangspunt aangeduid in Bijlage 9 en 10 van het Contract.

### **Artikel 10: Procedure voor het toevoegen van Toegangspunten aan het Contract (*switching-procedure*)**

Op aanvraag van de Toegangshouder kunnen Toegangspunten worden toegevoegd aan het Contract volgens de hieronder bepaalde procedure.

De Toevoegingsaanvraag wordt door de Toegangshouder ingediend bij ELIA door het overmaken van het daartoe bestemde formulier in Bijlage 2 van het Contract. De indiening bij ELIA zal gebeuren door het versturen van dit formulier via e-mail, met bevestiging per fax, gericht aan de Contactpersoon Contractuele Relaties zoals vermeld in Bijlage 5 van het Contract.

De Toevoegingsaanvraag dient door ELIA te zijn ontvangen minstens één maand voorafgaand aan de kalendermaand waarvoor de Toegang tot het ELIA-Net voor de desbetreffende Toegangspunten wordt verleend aan de Toegangshouder krachtens dit Contract.

Volgend op de ontvangst van de Toevoegingsaanvraag zal ELIA de partij in wiens bestaande Toegangscontract deze Toegangspunten reeds waren opgenomen, op de hoogte brengen.

Bij goedkeuring van de Toevoegingsaanvraag zal ELIA het Register van Toegangspunten aanpassen en hiervan een bevestiging sturen aan de Toegangshouder ten laatste binnen de 15 werkdagen na de datum van de ontvangst van de volledige Toevoegingsaanvraag.

**Artikel 11: Wijziging van de aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke en/of van de aanduiding van de leverancier**

Elke wijziging van de aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke en/of van de aanduiding van de leverancier moet aan ELIA worden meegedeeld met gebruik van het daartoe bestemde formulier in Bijlage 3 van het Contract met onder meer de aanduiding van de datum waarop deze wijziging zal ingaan.

Elke beëindiging van de aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en/of van de aanduiding van de leverancier moet door de Toegangshouder zelf ter kennis worden gebracht aan de betrokken Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en/of de leverancier overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen. Een kopie van deze kennisgeving van beëindiging moet worden overgemaakt aan ELIA.

Elke in dit artikel genoemde wijziging en beëindiging moet aan ELIA worden meegedeeld met een voorafgaande kennisgeving van minstens 5 werkdagen gericht aan de Contactpersoon Contractuele Relaties zoals aangeduid in Bijlage 5 van het Contract.

Voor zover de toepasselijke wetten en reglementen een langere periode van voorafgaande kennisgeving voorop stellen of toelaten, kan ELIA zulke langere kennisgevingperiode opleggen.

De Partijen erkennen en aanvaarden uitdrukkelijk dat de hierboven opgenomen bepalingen geenszins afbreuk beogen te doen aan de verplichtingen van de Toegangshouder ten overstaan van zijn medecontractanten krachtens overeenkomsten waarbij ELIA geen partij is.

**Artikel 12: Duur van het Contract**

Dit contract treedt in werking op \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_.

Behoudens in geval van beëindiging en/of opzegging overeenkomstig artikel 16 van het Contract, geldt het Contract voor een onbepaalde duur. De einddatum van alle onderschrijvingen die de Toegangshouder aanvraagt krachtens het Contract moet vallen binnen de looptijd van het Contract.

## **Artikel 13: Financiële Garanties**

### **13.1. Algemeen**

De Toegangshouder zal aan ELIA een bankgarantie bezorgen die, voor de duur van het Contract vermeerderd met drie maanden, voldoet aan de hierna gepreciseerde voorwaarden.

De Toegangshouder erkent dat de bankgarantie een essentiële voorwaarde van het Contract is.

De bankgarantie is een zekerheid voor de tijdige en volledige betaling van alle verplichtingen die uit het Contract, en de eventuele schorsing en/of beëindiging daarvan, voortvloeien, alsook de verplichtingen overeenkomstig artikel 16.5. van het Contract.

De bankgarantie dient de vorm aan te nemen van een bankgarantie op eerste verzoek, uitgegeven door een financiële instelling met een officiële rating van minstens "BBB" toegekend door het credit rating bureau Standard & Poors ("S&P") of Baa2 bij het bureau Moody's Investor Services (Moody's).

De bankgarantie dient een duur te hebben van minstens één kalenderjaar en dient te worden vernieuwd zodat de vereiste zekerheid voor de volledige duurtijd van het Contract vermeerderd met een periode van drie maanden wordt behouden.

Het bedrag gewaarborgd door de bankgarantie is 1/12<sup>de</sup> van de raming van de jaarlijks te betalen vergoeding door de Toegangshouder aan ELIA zoals berekend overeenkomstig de berekeningsmodaliteiten aangeduid in Bijlage 6 van het Contract.

Het standaardformulier van de bankgarantie op eerste verzoek is gevoegd in Bijlage 7 van het Contract.

### **13.2. Hernieuwing / aanpassing van de bankgarantie**

De Toegangshouder zal aan ELIA, ten minste één kalendermaand vóór het einde van de bestaande bankgarantie, ofwel het bewijs bezorgen dat de financiële instelling die de bankgarantie heeft uitgegeven, de duur van deze garantie heeft verlengd zonder enige wijziging daarvan ofwel een nieuwe bankgarantie bezorgen die voldoet aan de voorwaarden van artikel 13 van het Contract.

Bij elke hernieuwing en/of aanpassing van de bankgarantie hebben Partijen het recht te verzoeken om de bankgarantie aan te passen rekening houdend met de meeste recente meetgegevens op basis van de berekeningswijze aangeduid in Bijlage 6 van het Contract.

De financiële instelling die de garantie uitgeeft dient te voldoen aan de minimumrating vereiste zoals hierboven aangegeven. In geval van het verlies van de vereiste rating, dient de Toegangshouder aan ELIA een nieuwe bankgarantie te bezorgen van een financiële instelling die voldoet aan de minimum rating vereisten, binnen de 20 Bankwerkdagen na het verlies van de minimum rating door de eerste financiële instelling.

Indien ELIA beroep doet op de bankgarantie, zal ELIA de Toegangshouder, binnen een periode van 15 (vijftien) Bankwerkdagen nadat ELIA op de bankgarantie een beroep heeft gedaan, ofwel het bewijs bezorgen dat de financiële instelling die de bankgarantie heeft uitgegeven het bedrag van deze bankgarantie terug tot op het contractueel vereiste niveau heeft aangepast ofwel een nieuwe bankgarantie bezorgen die voldoet aan de voorwaarden van artikel 13 van het contract.

Bij elke toevoeging van één of meerdere Toegangspunten aan het Contract zoals bepaald in artikel 10 van het Contract, moet de bankgarantie zijn aangepast op basis van de berekeningswijze aangeduid in Bijlage 6 van het Contract. In geval van verwijdering van één of meerdere Toegangspunten uit het Contract, kan de Toegangshouder eveneens een aanpassing van de bankgarantie bekomen op basis van dezelfde berekeningswijze.

### **13.3. Restitutie van de bankgarantie**

Bij de opzegging en/of beëindiging van het Contract wegens om het even welke reden, zal ELIA de bankgarantie aan de Toegangshouder terugbezorgen indien vaststaat dat de Toegangshouder aan al zijn verbintenissen voortvloeiende uit het Contract of de opzegging en/of beëindiging ervan heeft voldaan.

### **Artikel 14: Onderschrijving voor Toegang tot het ELIA-Net**

In het kader van de Toegang tot het ELIA-Net heeft de Toegangshouder de mogelijkheid om, tijdens de duur en overeenkomstig de bepalingen van het Contract, een vermogen te onderschrijven volgens de hierna opgegeven formules, en dit per Toegangspunt:

- (i) onderschrijving voor injectie van Actief vermogen in Injectiepunten;
- (ii) onderschrijving voor afname van Actief vermogen in Afnamepunten;
- (iii) onderschrijving voor afname gedekt door Lokale productie.

Ook een combinatie van de verschillende onderschrijvingsformules is mogelijk. De som van de onderschreven vermogens voor een bepaald Toegangspunt dient evenwel steeds kleiner dan of gelijk te zijn aan het Aansluitingsvermogen voor dat Toegangspunt.

### **14.1. Procedure voor onderschrijving van vermogen**

De vermogensonderschrijvingen door de Toegangshouder betreffen Actieve vermogens op kwartierbasis en dienen te gebeuren met een precisie van 1 kW, en dit per Toegangspunt. De onderschreven vermogens worden steeds als positieve waarden uitgedrukt.

Elke aanvraag voor een onderschrijving dient bij ELIA te zijn toegekomen vóór de 20<sup>e</sup> van de kalendermaand voorafgaand aan de kalendermaand waarop de aangevraagde onderschrijving betrekking heeft en dit volgens de praktische modaliteiten aangeduid in Bijlage 4 van het Contract.

De Partijen erkennen en aanvaarden uitdrukkelijk dat, indien de aanvraag voor de onderschrijving voor een bepaald Toegangspunt niet wordt ingediend overeenkomstig de praktische modaliteiten aangeduid in Bijlage 4 van het Contract, dit neerkomt op een onderschrijving van 0 MW voor dat Toegangspunt.

## **14.2. Onderschrijving voor afname en/of injectie van vermogen in Toegangspunten**

### **14.2.1. Jaaronderschrijving**

Per Toegangspunt heeft de Toegangshouder de mogelijkheid om een onderschrijving aan te vragen voor een duur van 12 kalendermaanden. Elke aanvraag voor een jaaronderschrijving vermeldt het Actief vermogen dat de Toegangshouder wenst te onderschrijven. Een jaaronderschrijving ligt vast voor de duur van de onderschrijving.

### **14.2.2. Maandonderschrijving**

Per Toegangspunt heeft de Toegangshouder de mogelijkheid om een onderschrijving aan te vragen voor een duur van 1 kalendermaand. Deze maandonderschrijving wordt toegevoegd aan een eventuele jaaronderschrijving geldig voor dit Toegangspunt. Elke aanvraag voor een maandonderschrijving vermeldt het Actief vermogen dat de Toegangshouder wenst te onderschrijven. Voor deze vorm van onderschrijving kan de Toegangshouder een verschillend vermogen meedelen voor piekuren, daluren en weekend. Een maandonderschrijving ligt vast voor de duur van de onderschrijving.

## **14.3. Onderschrijving voor afname gedekt door Lokale productie**

Per Afnamepunt waarmee een Lokale productie verbonden is, heeft de Toegangshouder de mogelijkheid een onderschrijving aan te vragen voor een duur van 12 kalendermaanden voor Toegang voor afname gedekt door Lokale productie. Een onderschrijving voor afname gedekt door Lokale productie is beperkt tot het nominaal vermogen van de in het Register van Toegangspunten vermelde Lokale productie-eenhe(i)d(en) voor het desbetreffend Toegangspunt, en zal in geen geval groter zijn dan 75 MW.

De activering van de kwartieren waarop de Toegangshouder in voorkomend geval recht heeft op deze onderschrijving, gebeurt automatisch door ELIA op de kwartieren waarbij er een netto-afname vastgesteld wordt in het desbetreffend Afnamepunt die hoger is dan het standaard onderschreven vermogen (d.i. de som van de onderschreven vermogens op jaarbasis en op maandbasis) in het desbetreffend Afnamepunt, en zal in ieder geval beperkt worden tot maximaal 4000 kwartieren.

#### **14.4. Overschrijding van het onderschreven vermogen**

In geval de gemeten afname en/of injectie van actieve energie in een gegeven Toegangspunt hoger ligt dan de voor datzelfde Toegangspunt geldende onderschrijving (d.i. de som van de geldende jaaronderschrijvingen, de geldende maandonderschrijvingen en de geldende onderschrijvingen voor Afname gedekt door Lokale productie (met voor deze laatste het maximum van 4000 kwartieren) wordt het in het Tarief voor de Toegang voorziene tarief voor bijkomend vermogen toegepast.

### **Artikel 15: Vergoedingen**

#### **15.1. Vergoedingen voor Toegang tot het ELIA-Net**

De tarieven toepasselijk inzake de Toegang tot het ELIA-Net zijn de jaarlijks door de CREG goedgekeurde tarieven. Indien de CREG nog niet is overgegaan tot de goedkeuring van de jaarlijkse tarieven, zijn tijdelijk de laatst door de CREG goedgekeurde tarieven van toepassing tot op het ogenblik dat de CREG nieuwe tarieven heeft goedgekeurd, in welk geval deze laatsten, in voorkomend geval met terugwerkende kracht van toepassing zijn.

#### **15.2. Vergoedingen voor aansluiting op het ELIA-Net**

In zover de Toegangshouder krachtens het Contract de Toegang tot het ELIA-Net bekomt voor één of meerdere Netgebruikers die nog geen aansluitingsovereenkomst overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen hebben gesloten met ELIA, betaalt de Toegangshouder de vergoeding voor de aansluiting (overeenkomstig het tarief voor de aansluiting) voor rekening van de betrokken Netgebruiker.

De tarieven toepasselijk inzake aansluitingen zijn de jaarlijks door de CREG goedgekeurde tarieven. Indien de CREG nog niet is overgegaan tot de goedkeuring van de jaarlijkse tarieven, zijn tijdelijk de laatst door de CREG goedgekeurde tarieven van toepassing tot op het ogenblik dat de CREG nieuwe tarieven heeft goedgekeurd, in welk geval deze laatsten, in voorkomend geval met terugwerkende kracht van toepassing zijn. De vergoedingen op basis van deze tarieven worden opgenomen in Bijlage 8 van het Contract.

#### **15.3. Door de Toegangshouder verschuldigde BTW, toeslagen en heffingen**

De krachtens Artikel 15 van het Contract toepasselijke tarieven zijn netto-bedragen, te verhogen met de BTW alsook de eventuele wettelijke of reglementaire toeslagen of heffingen die nog niet in de tarieven zijn opgenomen en door de Toegangshouder zijn verschuldigd aan ELIA.

Nieuwe belastingen, toeslagen of heffingen, van welke aard ook of verhogingen van bestaande belastingen, heffingen of toeslagen opgelegd door een bevoegde overheid en die

betrekking hebben op de voor het transport dienende installaties, op de transformatie van het ELIA-Net, op de meeting en/of het gebruik van elektrische energie zijn ten laste van de Toegangshouder.

## **Artikel 16: Schorsing en/of beëindiging van toegekende toegangsrechten of van het Contract**

### **16.1. Schorsing en/of beëindiging wegens onvoldoende capaciteit en/of niet voldoen aan technische voorschriften**

Onverminderd de overige gevallen van schorsing en/of beëindiging overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen en/of het Contract, kan ELIA de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten, zonder dat een voorafgaande rechterlijke machtiging vereist is, ten laste van de Toegangshouder schorsen door het louter versturen van een gemotiveerd aangetekend schrijven gericht aan de Toegangshouder indien:

1. conform artikel 173 van het Technisch Reglement Transmissie, ELIA vaststelt dat er een gebrek aan capaciteit is op het ELIA-Net, d.w.z. ondermeer in geval van overbelasting van het ELIA-Net of in geval van mogelijke overbelasting van het net, hierin begrepen het geval van de onbeschikbaarheid van het geheel of een deel van de capaciteit om redenen van veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het ELIA-Net;

2. de Toegangshouder (of de Netgebruiker voor wie hij optreedt) niet of niet meer voldoet aan de technische voorschriften vermeld in de Technische Reglementen zoals ondermeer bedoeld in Artikel 20 van het Contract, en daarbij de veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het ELIA-Net acuut in gevaar brengt;

3. in geval de Toegangshouder (of de Netgebruiker voor wie hij optreedt) niet of niet meer voldoet aan de technische voorschriften vermeld in de Technische Reglementen zoals ondermeer bedoeld in Artikel 20 van het Contract, daarbij de veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het ELIA-Net in gevaar brengt en, na ingebrekestelling door ELIA, niet binnen de aangegeven redelijke termijn hieraan verhelpt.

De schorsing van de Toegang tot het ELIA-Net voor al de Toegangspunten die onder het Contract zijn toegekend heeft de schorsing van het gehele contract tot gevolg.

Indien aan de situatie die aanleiding heeft gegeven tot de schorsing van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten of van het gehele Contract overeenkomstig deze bepaling niet is verholpen binnen een termijn van 30 dagen vanaf de ontvangst van het aangetekend schrijven waarbij de schorsing is ter kennis gebracht aan de Toegangshouder, kan ELIA het Contract automatisch, zonder dat een voorafgaandelijke rechterlijke machtiging vereist is vervroegd beëindigen door het louter versturen van een gemotiveerd aangetekend schrijven gericht aan de Toegangshouder. De ontvangst van voormeld aangetekend schrijven wordt geacht plaats te vinden 3 dagen na de verzendingsdatum.

### **16.2. Schorsing en/of beëindiging wegens tekortkoming door één van de Partijen aan de bepalingen van het Contract**

Onverminderd de overige gevallen van schorsing en/of beëindiging overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen en/of het Contract, kan elke Partij het Contract, zonder



dat enige voorafgaande rechterlijke machtiging vereist is, ten laste van de andere Partij schorsen en/of beëindigen door het louter versturen van een gemotiveerd aangetekend schrijven gericht aan de andere Partij.

Deze schorsing en/of beëindiging vindt plaats na een opzeggingstermijn van 10 werkdagen (of zulke kortere en redelijke periode als gelet op de omstandigheden gerechtvaardigd is en onder voorbehoud van de veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het ELIA-Net) volgend op de ontvangst van een ingebrekestelling per aangetekend schrijven waarbij de inbreuk wordt aangeduid en laatstgenoemde Partij wordt aangemaand deze tekortkoming ongedaan te maken voor zover dit nog kan.

1. De andere Partij in gebreke blijft één van haar essentiële verbintenissen na te leven. Onder een essentiële verbintenis wordt verstaan, een verbintenis waarvan de niet-naleving zou leiden tot schade veroorzaakt door het in gebreke blijven van de ene Partij aan de andere Partij dat zo belangrijk is dat deze laatste Partij niet langer zou kunnen genieten van wat verwacht kan worden onder de bepalingen van het Contract;
2. een belangrijke en nadelige wijziging plaatsvindt in het juridisch statuut, de juridische structuur, de activiteiten, het bestuur of de financiële toestand van de andere Partij, die redelijkerwijze tot de conclusie voert dat de bepalingen en voorwaarden van het Contract door deze Partij niet zullen kunnen worden nageleefd; en/of
3. de andere Partij het voorwerp uitmaakt van een procedure in beëindiging, faillissement, vereffening, formeel protest van een wisselbrief of indien zij insolvent wordt of het geheel of een substantieel gedeelte van haar activa overdraagt (tenzij in het kader van een herstructurering die de solvabiliteit van de andere Partij niet beïnvloedt) of enig andere gelijkaardige situatie zich voordoet.

### **16.3. Opzegging door de Toegangshouder**

Onverminderd de overige gevallen van beëindiging overeenkomstig de geldende wetten of reglementen en/of het Contract, kan de Toegangshouder het Contract met een opzeggingstermijn van 3 maanden beëindigen door het louter versturen van een gemotiveerd aangetekend schrijven gericht aan ELIA voor zover er ten hoogste op het einde van deze opzeggingstermijn van drie maanden geen Toegangspunten nog langer het voorwerp uitmaken van het Contract en alle contractuele verplichtingen van de Toegangshouder overeenkomstig het Contract geldig zijn nagekomen.

### **16.4. Gevolgen van schorsing en/of beëindiging voor de Toegangshouder**

In alle gevallen van schorsing en/of beëindiging van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract in haar geheel, die te wijten is aan een tekortkoming van de Toegangshouder, zal de Toegangshouder gehouden blijven tot voldoening van alle betalingsverplichtingen ontstaan tijdens de duur of naar aanleiding van de schorsing en/of beëindiging van Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract, en deze betalingsverplichtingen zullen in dat geval onmiddellijk opeisbaar worden, niettegenstaande enige andersluidende bepaling.

In alle andere gevallen van schorsing en/of beëindiging van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract in haar geheel zal de

Toegangshouder gehouden blijven tot voldoening van alle betalingsverplichtingen ontstaan tijdens de duur of naar aanleiding van de schorsing en/of beëindiging van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract, volgens de toepasselijke termijnen. De Toegangshouder zal zich in voorkomend geval niet op de schorsing en/of beëindiging kunnen beroepen om de nakoming van zijn eigen verbintenis op te schorten en/of te beëindigen .

In alle gevallen van schorsing en/of beëindiging van Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract door ELIA (i) zal de Toegangshouder geen onderschrijvingen voor de desbetreffende Toegangspunten meer kunnen aanvragen waarvan de einddatum zou vallen ná de effectieve schorsingsdatum respectievelijk beëindigingdatum en (ii) zal ELIA, niettegenstaande enige andersluidende bepaling in het Contract, op de effectieve schorsingsdatum respectievelijk beëindigingdatum een einde stellen aan eventueel nog lopende onderschrijvingen voor de desbetreffende Toegangspunten.

#### **16.5. Aanduiding van de Netgebruiker(s) als toegangshouder**

In alle gevallen van schorsing en/of beëindiging van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract in haar geheel die te wijten is aan een tekortkoming van de Toegangshouder, en voor zover de Toegangshouder niet zelf de Netgebruiker is en onverminderd de toepasselijke wetten en reglementen, neemt de betrokken Netgebruiker de rechten en plichten van het Contract over voor een maximumduur van 2 maanden. Binnen deze periode van 2 maanden moeten de desbetreffende Toegangspunten opgenomen worden in een nieuw of bestaand Toegangscontract.

#### **Artikel 17: Procedure voor mededeling van de reële afname in de Afnamepunten**

ELIA stelt de meetgegevens ter beschikking overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, en dit minstens op maandelijkse basis. Partijen kunnen overeenkomen om bijkomende specifieke dienstverleningen inzake meetgegevens ter beschikking te stellen.

In geval ELIA niet-gevalideerde meetgegevens ter beschikking stelt, houden deze geen enkele garantie in met betrekking tot de volledigheid en juistheid. ELIA kan niet aansprakelijk gesteld worden, op welke wijze dan ook, voor Schade voortvloeiend of verband houdend met de niet-gevalideerde meetgegevens.

#### **Artikel 18: Aansprakelijkheid van de Partijen in het kader van het Contract**

De hierna volgende bepalingen zijn van toepassing op alle gevallen waarin de aansprakelijkheid van een Partij in het gedrang wordt gebracht, op welke grond dan ook (contractueel, buitencontractueel of anderszins); deze bepalingen, gelden voor alle rechten, verhaalsmogelijkheden of schadeloosstellingen waarop Partijen aanspraak zouden kunnen maken, ongeacht de omstandigheden waarin die zich voordoen.

De bedragen in dit artikel worden jaarlijks geïndexeerd op de verjaardag van de ondertekening van het Contract, op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen in België van de maand voorafgaand aan die van de verjaardag van de ondertekening van het Contract (het "nieuwe indexcijfer"). De aangepaste bedragen worden berekend door

toepassing van de volgende formule : het relevante bedrag vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer. Het aanvangsindexcijfer is het indexcijfer van de consumptiegoederen in België van de maand die voorafgaat aan de maand tijdens dewelke het Contract in werking treedt volgens artikel 12 van het Contract.

### **18.1. Aansprakelijkheidsbeperking**

Partijen zijn ten aanzien van elkaar enkel en uitsluitend aansprakelijk voor Schade veroorzaakt door bedrog, opzettelijke of grove fout begaan door één van de Partijen ten opzichte van de andere Partij in het kader van het Contract.

In geval van grove fout van ELIA is haar totale aansprakelijkheid voor de Schade voortvloeiend uit deze grove fout beperkt tot het bedrag van maximum 300,00 EUR voor elke MWh die wegens die fout niet kon geïnjecteerd en/of afgenomen worden in een Toegangspunt voor de duur van de netonderbreking.

Onverminderd het in de voorafgaande alinea genoemde maximumbedrag van 300,00 EUR en behoudens in geval van bedrog of opzettelijke fout, is de aansprakelijkheid van Partijen voor alle Schade beperkt tot het bedrag van maximum 1 miljoen EUR per schadegeval en per jaar, en 5 miljoen EUR per jaar voor het geheel van de vorderingen van de Partijen en derden die in hun geheel of hoofdzakelijk gesteund zijn op eenzelfde vastgestelde of vermoede oorzaak.

Met inachtneming van de voorafgaande alinea's, zullen in voorkomend geval de vorderingen van de Partijen en derden naar evenredigheid worden voldaan.

In geen geval, behoudens in geval van bedrog of opzettelijke fout, zal een Partij tegenover een andere Partij aansprakelijk zijn voor onrechtstreekse of onvoorzienbare Schade of voor immateriële Schade, waaronder maar niet beperkt tot winstderving en/of onderbreking van activiteiten.

### **18.2. Vrijwaring**

Elke Partij vrijwaart de andere Partij en stelt haar tevens schadeloos voor alle aanspraken of vorderingen van derden tot vergoeding van Schade veroorzaakt of verbandhoudend met de niet naleving door de andere Partij van de verplichtingen opgelegd door de toepasselijke wetten en reglementen en/of het Contract.

### **18.3. Verplichting tot Schadebeperking**

Inzake gebeurtenissen of omstandigheden waarvoor een Partij aansprakelijk is, of met betrekking tot dewelke deze Partij op welke grond ook gehouden is tot het nemen van maatregelen of het inzetten van middelen, zal de andere Partij de gepaste maatregelen nemen die in redelijkheid mogen worden verwacht tot beperking van de Schade, rekening houdend met de belangen van elk van de Partijen.

#### **18.4. Kennisgeving van aanspraak op schadevergoeding**

Van zodra een Partij weet heeft van enige aanspraak op schadevergoeding (met inbegrip van een aanspraak op schadevergoeding voortvloeiend uit een claim van een andere Toegangshouder, Netgebruiker of derde op de Toegangshouder) waarvoor deze mogelijks verhaal kan hebben op de andere Partij, zal die Partij de andere Partij daarvan onverwijld in kennis stellen. De kennisgeving zal geschieden door middel van een aangetekend schrijven, waarin de aard van de aanspraak, het bedrag ervan (indien gekend) en de berekeningswijze worden vermeld, dit alles in redelijk detail en met verwijzing naar wettelijke, reglementaire of contractuele bepalingen waarop de aanspraak gegrond zou zijn.

#### **Artikel 19: Verzekering**

Elke Partij zal de nodige verzekeringen afsluiten in verband met hun verplichtingen en aansprakelijkheden in het kader van het Contract. Bijgevolg zullen Partijen volgende verzekeringen voorzien gedurende de gehele duur van het Contract:

- Verzekering arbeidsongevallen; en
- Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid (met inbegrip van professionele aansprakelijkheid en nalevering).

Elke Partij verbindt zich ertoe de aansprakelijkheidsbeperkingen, in zover voorzien krachtens het Contract, uitdrukkelijk te doen aanvaarden en over te nemen door de verzekeraar.

Het bewijs van de verzekeringen zal worden aangetoond via een attest opgesteld door de verzekeraar met duidelijke vermelding van de verzekerde waarden en uitsluitingen, en zal door elke Partij op verzoek worden overgemaakt aan de andere Partij.

#### **Artikel 20: Verklaringen en garanties van de Toegangshouder**

##### **20.1. Verklaringen en garanties**

De Toegangshouder verklaart en garandeert op datum van ondertekening van het Contract:

1. Indien de Toegangshouder niet zelf de Netgebruiker is, dat hij door de Netgebruiker werd aangeduid als Toegangshouder voor elk Toegangspunt dat het voorwerp uitmaakt van het Contract.
2. Dat het jaarlijks verbruik op elk van de sites verbonden aan de Afnamepunten volstaat opdat elk ervan als "in aanmerking komende afnemer" beschouwd kan worden overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen.
3. Dat de Netgebruiker(s) die hem, in voorkomend geval, hebben aangeduid als Toegangshouder, hem heeft (hebben) verklaard, of indien de Toegangshouder zelf netgebruiker is, dat hij verklaart dat zijn (hun) installaties conform zijn met de wettelijke en reglementaire vereisten die in voege zijn of zullen zijn.

In dit verband verbindt de Toegangshouder zich ertoe :

- op eerste verzoek van ELIA, zo spoedig mogelijk voldoende gedetailleerde contractuele en/of technische informatie aan ELIA te verschaffen, omtrent de betreffende Afname- en/of Injectiepunten; en
  - iedere aanpassing aan een Afname- en/of Injectiepunt voorafgaandelijk mede te delen aan ELIA, die hierover zijn toestemming dient te verlenen.
4. Dat hij over alle vergunningen beschikt vereist krachtens de Elektriciteitswet en de Elektriciteitsdecreten en/of –ordonnantie.
  5. Dat hij voldoet aan alle krachtens de Elektriciteitswet en de Elektriciteitsdecreten en/of –ordonnantie toepasselijke verplichtingen.
  6. Dat de naar aanleiding van de indiening en behandeling van de Toegangsaanvraag meegedeelde gegevens juist en volledig zijn.
  7. Dat de krachtens het Contract onderschreven vermogens, evenals het werkelijk afgenomen of geïnjecteerd vermogen, het Aansluitingsvermogen van de betrokken Toegangspunten die zijn ingeschreven in het Register van Toegangspunten van het Contract niet overschrijden.
  8. Dat hij voldoet aan de in artikelen 3 en 13 van het Contract bepaalde verplichtingen.

De Toegangshouder verbindt er zich bovendien toe alles te zullen doen en in het werk te zullen stellen opdat deze verklaringen juist en volledig zullen blijven en de garanties onverkort zullen blijven gelden gedurende de gehele duur van het Contract.

## **20.2. Aanvullende bepalingen inzake verklaringen en garanties**

De Toegangshouder verbindt er zich toe ELIA zonder verwijl te verwittigen indien één of meerdere van de in het artikel 20.1 van het Contract beschreven verklaringen en garanties, alsook de verklaringen of garanties die desgevallend werden verstrekt bij het indienen van de Toegangsaanvraag, niet meer juist of volledig zouden zijn, of wanneer hij vermoedt (of in redelijkheid zou moeten vermoeden) dat dit het geval zal worden; dit geldt zowel met betrekking tot de verklaringen en garanties inzake de Toegangshouder zelf als, in het geval bedoeld in artikel 20.3 van het Contract, de verklaringen en garanties van of inzake elke Netgebruiker die de Toegangshouder heeft aangeduid.

De Toegangshouder verbindt er zich toe ELIA het bewijs te leveren dat de in artikel 20.1 van het Contract verstrekte verklaringen (zowel wat betreft de Toegangshouder zelf of, in voorkomend geval en redelijker wijze, elke Netgebruiker die de Toegangshouder heeft aangeduid op elk ogenblik juist en volledig zijn), en zulks binnen een redelijke termijn na de aanvraag daartoe door ELIA.

## **20.3. Optreden voor Contractspartijen**

De Toegangshouder bevestigt hierbij uitdrukkelijk dat, in zover het Contract door hem wordt gesloten op grond van de aanduiding door de Netgebruiker(s), de in artikel 20.1 en 20.2 van het Contract opgenomen verklaringen, garanties en verbintenissen worden verstrekt en

aangegaan niet alleen in eigen naam en voor rekening, maar tevens in naam en voor rekening van de betrokken Netgebruiker(s). De Toegangshouder verklaart uitdrukkelijk hiertoe aangesteld te zijn door (elk van) de Netgebruiker(s).

## **Artikel 21: Overige bepalingen**

### **21.1. Wijziging van algemene voorwaarden**

ELIA heeft het recht de algemene voorwaarden van het Toegangscontract te wijzigen na goedkeuring door de CREG en na overleg met de toegangshouders.

Deze aanpassingen zullen worden toegepast voor het geheel van de lopende Toegangscontracten en zullen ingaan op dezelfde datum.

Zulke aanpassingen worden van kracht binnen een redelijke termijn (met een minimum van 14 kalenderdagen), rekening houdend met de teneur van de geplande aanpassingen en de imperatieven verbonden aan de betrouwbaarheid, de veiligheid of efficiëntie van het ELIA-Net. Deze termijn zal pas ingaan vanaf de datum waarop de CREG haar goedkeuring heeft verleend aan de betrokken aanpassingen overeenkomstig artikel 6 van het Technisch Reglement Transmissie.

### **21.2. Contactpersonen en kennisgeving**

De krachtens het Contract te verrichten kennisgevingen dienen te gebeuren aan de betrokken contactpersonen zoals vermeld in Bijlage 5 van het Contract voor wat betreft ELIA en aan de betrokken contactpersonen zoals vermeld in Bijlage 1 van het Contract voor wat betreft de Toegangshouder.

Aanpassingen aan de gegevens inzake deze contactpersonen moeten minstens 5 werkdagen vooraleer de wijziging in werking treedt worden meegedeeld aan de andere Partij.

### **21.3. Overdracht van verbintenissen**

Elke Partij verbindt zich ertoe de rechten en plichten voortvloeiend uit het Contract noch geheel noch gedeeltelijk over te dragen (met inbegrip van iedere overdracht als gevolg van fusie, splitsing of overdracht of inbreng van een algemeenheid of een bedrijfstak (al dan niet krachtens de automatische overgangsregels)) aan een derde, zonder de voorafgaande, uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de andere Partij, die deze toestemming niet op onredelijke wijze zal weerhouden of uitstellen, inzonderheid wat betreft een mogelijke fusie of splitsing van vennootschappen.

Het contract, met de eruit voortvloeiende rechten en plichten, kan niettemin vrij worden overgedragen aan vennootschappen die als verbonden onderneming van een partij worden beschouwd in de zin van artikel 11 van het Belgische Wetboek van Vennootschappen, op voorwaarde evenwel dat de overnemer zich ertoe verbindt deze rechten en plichten terug aan de overdrager over te dragen (en de overdrager er zich toe verbindt deze overdracht te

aanvaarden), van zodra de verbondenheid tussen de overdrager en de overnemer ophoudt te bestaan.

#### **21.4. Volledig contract**

Onverminderd de toepassing van de relevante wetten en reglementen houdt het Contract, samen met de Bijlagen, het volledige akkoord in tussen Partijen en omvat alle afspraken die tussen Partijen in het kader van het Contract overeengekomen werden.

De Toegangshouder aanvaardt onherroepelijk en onvoorwaardelijk dat zijn algemene aankoopvoorwaarden of andere algemene voorwaarden op geen enkele wijze toepassing zullen vinden op de rechten en verplichtingen van de Partijen in verband met de Toegang tot het ELIA-Net. Deze uitsluiting zal blijven gelden voor de duur van het Contract, niettegenstaande latere briefwisseling uitgaand van de Toegangshouder waarbij deze de toepasselijkheid van zijn algemene aankoopvoorwaarden of andere algemene voorwaarden zou voorop stellen.

#### **21.5. Scheidbaarheid**

Indien een bepaling van het Contract ongeldig zou zijn dan wel nietig verklaard wordt, zal dit de geldigheid van de overige bepalingen niet aantasten. Wanneer dergelijke ongeldigheid of nietigheid vastgesteld wordt, zal de betrokken bepaling worden vervangen door een geoorloofde bepaling die de oorspronkelijke zo dicht mogelijk benadert.

#### **21.6. Doorwerking**

Onverminderd wat bepaald is in artikel 20.3 van het Contract, verbindt de Toegangshouder zich ertoe de relevante bepalingen van de artikel 16 van het Contract (wat betreft de gevallen van mogelijke beëindiging en/of schorsing, de gevolgen van schorsing en/of beëindiging, alsook de aanduiding van de Netgebruiker(s) als toegangshouder), artikel 18 van het Contract (wat betreft vrijwaring en aansprakelijkheidsbeperking ten gunste van ELIA, alsook de voorschriften inzake kennisgeving van aanspraak op schadevergoeding) en het artikel 21 (wat betreft de overige bepalingen) te laten doorwerken in elk contract met zijn Netgebruikers, door opname ervan in zulke contracten als onherroepelijk beding van de Netgebruikers ten gunste van ELIA.

De Toegangshouder staat er voor in dat zijn Netgebruikers in hun eventuele betrekkingen met ELIA deze regels zullen respecteren. Op eenvoudig verzoek van ELIA zal hij hiervan het bewijs leveren.

#### **21.7. Toepasselijk recht**

Het Contract wordt uitsluitend beheerst door het Belgisch recht.

Opgesteld te Brussel in twee originelen, waarvan iedere betrokken Partij erkent een origineel exemplaar ontvangen te hebben. De officiële versie is zowel in het Nederlands als het Frans opgesteld zonder dat de ene versie voorrang heeft op de andere; de versie in het Engels is louter informatief.

ELIA

Naam: \_\_\_\_\_  
[ELIASign1]

Titel: [●]

Datum Handtekening:

Naam: \_\_\_\_\_  
[ELIASign2]

Titel: [●]

[TOEGANGSHOUDER]

Naam: \_\_\_\_\_  
[ToegangshouderResp1]

Titel: [●]

Datum Handtekening

Naam: \_\_\_\_\_  
[ToegangshouderResp2]

Titel: [●]



**Bijlage 1: Identiteit en persoonlijke gegevens van de Toegangshouder**

(zie artikel 4.1, artikel 8 en artikel 21.2)

De ondergetekende Partij:

Naam, Voornaam	
Functie	
Onderneming	
Tel	
Fax	
E-mail	

treedt op als Toegangshouder voor elk Toegangspunt dat het voorwerp uitmaakt van het Toegangscontract met als referentie ..... , en dit in de hoedanigheid van: (aanduiden wat past)

- 0 Netgebruiker;
- 0 Leverancier;
- 0 Evenwichtsverantwoordelijke.

Bedrijfsgegevens Toegangshouder

Onderneming	
Adres maatschappelijke zetel	
Handelsregister nr.	
BTW nr.	
Vertegenwoordigd door (naam + functie):	1.
	2.

**Gegevens Contactpersonen toegangshouder**

<i>Contactpersoon Contractuele Relaties</i>	
Naam	
Adres	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<i>Contactpersoon Onderschrijvingen</i>	
Naam	
Adres	
Tel.:	
Fax:	
E-mail (*):	
<i>Facturatie</i>	
<b>Contactpersoon</b>	
Naam	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<b>Facturatieadres</b>	
Maatschappij:	
Adres :	
BTW-nummer:	
<b>Fiscale vertegenwoordiger in België (indien van toepassing)</b>	
Maatschappij:	
Adres:	
BTW-nummer :	

(\*verplicht voor bevestiging van onderschrijvingsaanvragen

**Datum**

**Handtekening Toegangshouder**

**Bijlage 2: Toevoegen van Toegangspunten aan een Toegangscontract (Switching-formulier)**

(zie artikel 9 en artikel 10)

De ondergetekende Partij:

Naam, Voornaam	
Functie	
Onderneming	
Tel	
Fax	
E-mail	

Toegangshouder van het Toegangscontract met referentie: \_\_\_\_\_

wenst de volgende Toegangspunten hierin op te nemen:

Toegangspunt (EAN-code)	Net-gebruiker	Adres + postcode	Injectie en/of afname (I, A, I/A)	Eerste kalendermaand van Toegang (maand/jaar)	Nominaal Lokale vermogen productie- eenheden (MW)
				/	
				/	
				/	
				/	
				/	

De melding van de Lokale productie-eenheid geeft de Toegangshouder het recht een onderschrijving aan te vragen voor afname gedekt door Lokale productie met betrekking tot het hieraan verbonden Afnamepunt.

**Datum**

**Handtekening Toegangshouder**

**Bijlage 3: Aanduiding en/of wijziging van aanduiding van de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en aanduiding en/of wijziging van aanduiding van de leverancier**  
(zie artikel 8 en artikel 11)

**Aanduiding/Wijziging aanduiding<sup>1</sup> van de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie:**

De hieronder nader bepaalde Evenwichtsverantwoordelijke wordt door de Toegangshouder aangeduid als de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie voor elk Toegangspunt dat het voorwerp uitmaakt van het Toegangscontract met als referentie :

\_\_\_\_\_

en deze Evenwichtsverantwoordelijke aanvaardt dit

- 0 De Toegangshouder duidt zichzelf aan als Evenwichtsverantwoordelijke (hij dient hiertoe opgenomen te zijn in het register van Evenwichtsverantwoordelijken (ook wel register van Toegangsverantwoordelijken genoemd) door ELIA bijgehouden).
  
- 0 De Toegangshouder duidt hiertoe de volgende Evenwichtsverantwoordelijke (deze Evenwichtsverantwoordelijke dient opgenomen te zijn in het register van Evenwichtsverantwoordelijken (ook wel register van Toegangsverantwoordelijken genoemd) door ELIA bijgehouden).

(hierboven aanduiden wat past)

Bedrijfsgegevens Evenwichtsverantwoordelijke:

Onderneming	
EIC-Code	
Maatschappelijke zetel	
Handelsregister nr.	
BTW-nr.	
Vertegenwoordigd door.	

Ingeval van wijziging van aanduiding van Evenwichtsverantwoordelijke, dient de Toegangshouder hier aan te duiden de datum waarop deze wijziging zal ingaan : (Datum)

**Aanduiding/Wijziging aanduiding<sup>2</sup> van de leverancier:**

De hieronder nader bepaalde leverancier wordt door de Toegangshouder aangeduid als leverancier voor elk Toegangspunt dat het voorwerp uitmaakt van het Toegangscontract met als referentie:

-----,

en de leverancier aanvaardt dit

De Toegangsaanvrager duidt zichzelf aan als leverancier;

De Toegangsaanvrager duidt hiertoe de volgende leverancier

(hierboven aanduiden wat past)

Bedrijfsgegevens leverancier:

Onderneming	
Maatschappelijke zetel	
Handelsregister nr.	
BTW-nr.	
Vertegenwoordigd door.	

Ingeval van wijziging van aanduiding van leverancier, dient de Toegangshouder hier aan te duiden de datum waarop deze wijziging zal ingaan : (datum).

---

<sup>1</sup> Schrappen wat niet past.

<sup>2</sup> Schrappen wat niet past.

Datum:

De ondertekening heeft betrekking op de aanduiding of de wijziging van de aanduiding:

Handtekening Toegangshouder

---

Handtekening Evenwichtsverantwoordelijke

---

Handtekening leverancier

---

#### **Bijlage 4: Praktische modaliteiten voor onderschrijving**

(zie artikel 14.1)

De onderschrijvingen worden op elektronische wijze ingediend door de Toegangshouder. De onderschrijvingen mogen het aansluitingsvermogen van het Toegangspunt overeenkomstig het toepasselijk contract niet overschrijden en de einddatum van de onderschrijvingen dient te vallen binnen de duurtijd van het Contract.

De Toegangshouder heeft hierbij de keuze tussen 2 communicatieplatforms:

- een "Business to Customer" (B2C) interface dewelke toelaat om onderschrijvingen in te dienen en te consulteren via de internet site van ELIA;
- een "Business to Business" (B2B) interface dewelke toelaat XML berichten uit te wisselen tussen het informatica-systeem van ELIA en van de Toegangshouder.

Teneinde toegang te verkrijgen tot de toepassingen B2B en B2C, dient de Toegangshouder in het bezit te zijn van een user ID en van een paswoord. De aanvraag van een user ID en Paswoord gebeurt als volgt:

- ofwel via de mailbox van de Commerciële Dienst: [commercial.dpt@elia.be](mailto:commercial.dpt@elia.be);
- ofwel door het contacteren van de Back Office van de Commerciële Dienst: Tel.: 02/382.21.66 - Fax: 02/382.21.06.

Binnen de 5 werkdagen volgend op de ontvangst van de aanvraag zal een UserID en een paswoord worden toegekend.

De verschillende onderschrijvingen (jaaronderschrijvingen, maandonderschrijvingen; onderschrijvingen voor toegang voor afname gedekt door lokale productie) hebben een van de volgende statuten:

- Een onderschrijving die ingediend wordt, en dit verplicht voor de 19<sup>e</sup> dag van een kalendermaand om 24u00 voorafgaand aan de kalendermaand waarbinnen de onderschrijving begint, krijgt het statuut **Registered** indien deze in het systeem werd geregistreerd en indien deze het aansluitingsvermogen van het Toegangspunt overeenkomstig het toepasselijk contract niet overschrijdt.
- De Toegangshouder kan deze onderschrijving aanpassen of opheffen tot op de 19<sup>e</sup> dag van de kalendermaand om 24u00 voorafgaand aan de kalendermaand waarbinnen de onderschrijving begint. In geval de Toegangshouder een reeds gedane onderschrijving opheft, krijgt dit het statuut **removed**.
- Op de 20<sup>e</sup> van de kalendermaand voorafgaand aan de kalendermaand waarbinnen de onderschrijving begint, neemt de onderschrijving de status **Effective** aan.

Via de internet site van ELIA kan de Toegangshouder zijn onderschrijvingen op elk ogenblik visualiseren voor al de Toegangspunten die het voorwerp uitmaken van het Contract.

**Bijlage 5: Contactpersonen voor ELIA**

(zie artikel 10, artikel 11 en artikel 21.2)

<b>Voor ELIA</b>	
<i>Contactpersoon Contractuele Relaties</i>	
Naam	[KAM]
Adres	Rodestraat 125, B-1630 LINKEBEEK
Tel.:	
Fax:	+32 2 382 21 06
E-mail:	
<i>Contactpersoon Onderschrijvingen</i>	
Naam	Gilles de Radigues
Adres	Rodestraat 125, B-1630 LINKEBEEK
Tel.:	+32 2 382 24 01
Fax:	+32 2 382 21 06
E-mail :	Gilles.deRadigues@elia.be
<i>Facturatie</i>	
<b>Contactpersoon</b>	
Naam	Da Cruz Christian
Tel.:	+32 2 382 22 51
Fax:	+32 2 382 21 06
E-mail:	<a href="mailto:christian.dacruz@elia.be">christian.dacruz@elia.be</a>
<b>Facturatieadres</b>	
Maatschappij:	Elia System Operator nv
Adres :	Keizerslaan 20, B-1000 BRUSSEL
BTW-nummer :	BE 476.388.378



## **Bijlage 6: Berekening Bankgarantie**

(zie artikel 13.1 en 13.2)

De berekening van de bankgarantie is het resultaat van de som van de bedragen die berekend worden per Toegangspunt opgenomen in het kader van het Contract volgens het onderstaand principe dat rekening houdt met een term voor vermogensonderschrijving en een term met betrekking tot het systeembeheer en de ondersteunende diensten. De bedragen zijn inclusief BTW:

1. De term met betrekking tot het onderschreven vermogen wordt bepaald op basis van de waarde (in kW uitgedrukt) van het 11<sup>e</sup> hoogste gemeten piekvermogen (1/4hr) van de 12 maanden die voorafgaan aan de Toegangsaanvraag. Deze term wordt vermenigvuldigd met het tarief voor een jaaronderschrijving gelinkt aan het contractueel spanningsniveau van het betrokken Toegangspunt en vervolgens wordt hiervan 1/12<sup>e</sup> deel genomen. De 10 hoogste piekvermogens (1/4 hr) worden beschouwd als zijnde niet representatief voor het afgenomen vermogen in het Toegangspunt.
2. De term met betrekking tot het systeembeheer en de ondersteunende diensten komt overeen met een 1/12<sup>e</sup> deel van de energie afgenomen in de loop van de 12 maanden die voorafgaan aan de Toegangsaanvraag. Deze waarden wordt vermenigvuldigd met de tarieven voor systeembeheer en ondersteunende diensten gelinkt aan het contractueel spanningsniveau en de regio waarbinnen het betrokken Toegangspunt zich bevindt.
3. Indien voor een Toegangspunt geen historische afnamegegevens bestaan, dienen de hierboven bedoelde waarden bepaald te worden in gezamenlijk overleg tussen ELIA en de Toegangshouder en/of Toegangsaanvrager. Op basis van de meetgegevens kunnen beide partijen vanaf de eerstvolgende kalendermaand nadien een aanpassing van de waarde aanvragen en verkrijgen volgens de hierboven beschreven berekeningsmethodiek.

**Bijlage 7:      Standaardformulier Bankgarantie**

(zie artikel 13.1)

BANK GUARANTEE ON FIRST DEMAND ISSUED BY XXX BANK IN FAVOUR OF YYY

To: ELIA SYSTEM OPERATOR NV, een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder het nummer 654.608

Our Payment Guarantee reference <> (to be quoted in all your correspondence)

Our customer, (nom et adresse du donneur d'ordre/naam en adres van de opdrachtgever) has advised us that he has concluded een toegangscontract (références et date du contrat/referenties en datum van het contract) with you in connection with his access to the ELIA electricity grid.

This contract provides for the issuance of an irrevocable bank guarantee payable upon first demand for an amount of (devise et montant de la garantie en chiffres/munt en bedrag van de garantie in cijfers) in order to secure the payment obligations of our customer.

We, XXX BANK, therefore, hereby irrevocably and unconditionally guarantee the payment of an amount of (devise et montant de la garantie en chiffres et en lettres/munt en bedrag van de garantie in cijfers en letters) maximum. We shall pay you this amount upon your first demand, regardless of the merits of your demand.

This guarantee enters into force as of today.

In order to be considered valid, any claim under this guarantee must:

- If the guarantee is intended for a foreign country:  
/For the purpose of identification, any request for payment and your aforesaid confirmation have to be presented through the intermediary of a bank confirming that the signatures thereon are binding on your firm./
- reach us by (échéance de la garantie/vervaldag van de garantie), and
- be accompanied by your written declaration that (nom du donneur /naam van de opdrachtgever) failed to comply with his obligations according to his toegangscontract and did not execute its according payments on the due date, notwithstanding the fact that you respected your contractual obligations according to the same contract,
- be accompanied by a copy of the unpaid invoice<s>

If no claim is made in accordance with the conditions above, or in the absence of any extension of the guarantee, duly approved by us, this guarantee will automatically become null and void on the first calendar day after (échéance de la garantie/vervaldag van de garantie).

This guarantee is governed by Belgian law and the courts of Belgium shall have exclusive jurisdiction in this respect.

**Bijlage 8: Vergoeding voor Aansluitingen**  
(zie artikel 15.2)

**Bijlage 9: Procentuele toekenning aan evenwichtsperimeters van Evenwichtsverantwoordelijken van Toegangspunten behorend tot een productie-site**  
(zie artikel 8)

*Deze annex maakt deel uit van het Toegangscontract met als referentie :*

(hierna "Contract")

**Deel I : Informatie van de betrokken partijen**

Onderneming	
(EIC-Code)	
Maatschappelijke zetel	
Handelsregister nr.	
BTW-nr.	
Vertegenwoordigd door	

verklaart de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de opvolging te zijn, zoals aangegeven in Bijlage 6 van het Contract, van het(de) hierna gepreciseerde Toegangspunt(en), met volgende kenmerken en behorende tot een productie-site.

*Tabel Toegangspunten*

<b>Toegangspunt (EAN-code)</b>	<b>Adres site</b>	<b>Percentage(s) van toepassing op de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging</b>

De Evenwichtsverantwoordelijke belast met de opvolging van dit(deze) Toegangspunt(en), (hierna "Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging") verklaart een contract gesloten te hebben met een andere Evenwichtsverantwoordelijke met als voorwerp de verdeling, op basis van vast(e) percentage(s), van de geïnjecteerde en/of afgenomen energie in het(de) bovenvermelde Toegangspunt(en).

Dit (deze) percentage(s) (hierna "Percentage(s)") word(t)(en) in rekening genomen bij de toekenning van de geïnjecteerde en/of afgenomen energie in de perimeters van evenwichtsverantwoordelijkheid van Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging en van de Evenwichtsverantwoordelijke waarmee hij de energie deelt in deze Toegangspunten (hierna "Evenwichtsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie"). De

Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging en de Evenwichtsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie gaan hiermee akkoord.

Bedrijfsgegevens Evenwichtsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie:

Onderneming	
(EIC-Code)	
Maatschappelijke zetel	
Handelsregister nr.	
BTW-nr.	
Vertegenwoordigd door	

### **Deel II: Aanduiding en kenmerken van de Percentage(s)**

De Percentage(s) die in de Tabel Toegangspunten weergegeven zijn, zijn vast voor de duur van het Contract behoudens in geval van wijziging. De Percentage(s) kunnen gewijzigd worden met ingang van de eerste dag van elke nieuwe kalendermaand, voor zover deze kalendermaand valt binnen de duur van het Contract. De aanvraag tot wijziging dient te gebeuren door het overmaken van een nieuwe versie van deze Bijlage waarin de gewijzigde Percentage(s) aangegeven worden, aan de commerciële dienst (Back-office) ten laatste twee (2) werkdagen voor de eerste dag van de nieuwe kalendermaand.

Indien meerdere Toegangspunten betrekking hebben op eenzelfde productie-eenheid dan dienen de Percentage(s) voor elkeen van de betrokken Toegangspunten gelijk te zijn.

### **Deel III: Toekenningen aan de evenwichtsperimeters**

A: Toekenning aan de perimeter van de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging

De Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging is ertoe gehouden de Evenwichtsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie van dit(deze) Toegangspunt(en) de nodige informatie te verstrekken met betrekking tot de waarde die zal toegekend worden aan zijn perimeter van evenwichtsverantwoordelijkheid zodat de Evenwichtsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie zijn geprogrammeerd en reëel evenwicht op voldoende wijze kan beheren.

Het volgende wordt, voor een gegeven kwartuur, aan de perimeter van evenwichtsverantwoordelijkheid van Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging, voor elk betrokken Toegangspunt toegekend:

$$Q_{ku} = P * WAI_{ku} * \alpha$$

met:

Q= waarde toegekend aan de perimeter van evenwichtsverantwoordelijkheid

ku=kwartuur

P=Percentage gedefinieerd voor Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging van het hierboven vermelde Toegangspunt

WAI= werkelijke afname of injectie van het hierboven vermelde Toegangspunt

$\alpha = (1+X)$  (waarbij X een correctie is voor de netverliezen volgens het artikel 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie) indien WAI een afname betreft anders is deze waarde 1. De factor X zal, uitgedrukt in een percentage, gepubliceerd worden op de website van ELIA en kan aangepast worden indien nodig op basis van de gemeten verliezen.

B: Toekenning aan de perimeter van Evenwichtsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie

Het volgende wordt, voor een gegeven kwartuur, aan de perimeter van evenwichtsverantwoordelijkheid van Evenwichtsverantwoordelijke voor de Gedeelde Energie, voor elk betrokken Toegangspunt toegekend:

$$Q_{ku} = (1 - P) * WAI_{ku} * \alpha$$

met:

Q= waarde toegekend aan de perimeter van evenwichtsverantwoordelijkheid

ku=kwartuur

P=Percentage gedefinieerd voor Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging van het hierboven vermelde Toegangspunt

WAI= werkelijke afname of injectie van het hierboven vermelde Toegangspunt

$\alpha = (1+X)$  (waarbij X een correctie is voor de netverliezen volgens het artikel 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie) indien WAI een afname betreft anders is deze waarde 1. De factor X zal, uitgedrukt in een percentage, gepubliceerd worden op de website van ELIA en kan aangepast worden indien nodig op basis van de gemeten verliezen.

#### **Deel IV: Nominaties**

De Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging staat in voor de verplichtingen in verband met nominaties voor de gehele afname en/of injectie van het(de) betrokken Toegangspunt(en). Voor de evaluatie van de nominaties in het kader van het "Access Responsibility Contract" van de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de Opvolging en de Evenwichtsverantwoordelijke voor de Gedeelde Energie, zal ELIA echter rekening houden met het(de) Percentage(s) als voorzien hierboven.

**Deel V: aanvang**

Deze Annex treedt in werking op \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_\_.

Handtekening Evenwichtsverantwoordelijk belast met de Opvolging

\_\_\_\_\_

Handtekening Evenwichtsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie

\_\_\_\_\_

Handtekening ELIA

\_\_\_\_\_

**Bijlage 10: Bloklevering ref :**

**Datum:**

(zie artikel 8)

Dit document maakt onverkort deel uit van het Toegangscontract met als referentie \_\_\_\_\_ en beoogt het geval waarin de netgebruiker voor hetzelfde toegangspunt (waarvoor, overeenkomstig voornoemd Toegangscontract, hij zelf optreedt als Toegangshouder of waarvoor hij een derde heeft aangeduid als Toegangshouder)

- leveringscontracten heeft afgesloten met meerdere leveranciers; en
- waarbij één of meerdere van deze leveringscontracten de levering van een vaste hoeveelheid energie hierna [bloklevering] tot voorwerp heeft.

Dit document regelt de aanwijzing door de Toegangshouder van de evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering.

### **Deel I : informatie van de betrokken partijen**

Gegevens van de Netgebruiker

Naam, Voornaam	
Functie	
Onderneming	
Tel	
Fax	
E-mail	

verklaart de Netgebruiker te zijn van het afnamepunt met volgende kenmerken en aangesloten op het spanningsniveau 380-150 kV.

<b>Toegangspunt (afnamepunt) (EAN-code)</b>	<b>Adres site</b>

Dit afnamepunt is opgenomen in het Toegangscontract met als referentie \_\_\_\_\_, gesloten tussen de toegangshouder en ELIA.

De netgebruiker verklaart een contract gesloten te hebben met een leverancier voor de levering aan het hierboven vermelde afnamepunt van een [bloklevering], waarvan de kenmerken hierna bepaald worden.



Deze bloklevering zal opgenomen worden in de evenwichtsperimeter van een evenwichtsverantwoordelijke hierna [evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering] volgens de modaliteiten hierna bepaald. Deze [evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering] gaat hiermee akkoord.

Bedrijfsgegevens [evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering]

Onderneming	
(EIC-Code)	
Maatschappelijke zetel	
Handelsregister nr.	
BTW-nr.	
Vertegenwoordigd door.	

### **Deel II: kenmerken van een bloklevering**

Het vermogen dat hieronder vermeld wordt als [bloklevering] is een vermogen dat op voorhand bepaald wordt tussen de Netgebruiker en de leverancier van de bloklevering en vastligt voor de duurtijd hieronder beschreven. De Netgebruiker bevestigt dat de levering van deze [bloklevering] gebeurt aan het in dit document vermelde afnamepunt en bevestigt de grootte en de periode van de bloklevering zoals hieronder aangegeven. De Netgebruiker waarborgt de juistheid van deze gegevens.

[evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering] bevestigt [bloklevering] ter hoogte van

\_\_\_\_\_ (de waarde dient uitgedrukt te zijn in MW)

op te nemen in zijn evenwichtsperimeter en dit volgens de modaliteiten hierna bepaald en deze bloklevering geldt voor de periode gaande van:

\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ (datum) vanaf 00:00 (uur) tot en met  
\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ (datum) tot 24:00 (uur)

Een bloklevering dient een minimum duurtijd te hebben van 1 kalendermaand.

Bij wijziging van [bloklevering] vóór de einddatum hierboven vermeld, dient er een nieuwe versie van dit formulier ondertekend, met de volledige nieuwe [bloklevering] daarin vermeld, overgemaakt te worden aan de commerciële dienst (Back-office) en dit minstens 2 werkdagen voor het begin van de aanpassing met de vermelding van "aanpassing van [bloklevering]" voorzien in ref.: \_\_\_\_\_ met datum \_\_\_\_\_.

De Netgebruiker bevestigt dat het programma van de [evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering], voornoemde vermelde waarde van [bloklevering], inclusief de netverliezen<sup>3</sup>, dient te omvatten. Door de ondertekening van dit document is de Netgebruiker vrijgesteld het programma voor [bloklevering] dagelijks te bevestigen/in te dienen.

### **Deel III: toekenningen aan de evenwichtsperimeters**

A: Toekenning van de opvolging van de belasting aan de perimeter van de  
[evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname]

De Netgebruiker of de door hem aangeduide Toegangshouder is ertoe gehouden de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname van dit afnamepunt, vanaf en gedurende de aanduiding als evenwichtsverantwoordelijke belast met de afname voor voornoemd afnamepunt, de gegevens te verschaffen die hem er toe in staat stellen om zijn dagelijks programma in te dienen. Bij het verschaffen van deze gegevens dient rekening gehouden te worden met onderstaande formule met betrekking tot de opvolging van de belasting, dewelke niet negatief kan zijn. De opvolging van de belasting wordt berekend aan de hand van volgende formule:

$$OVB_{ku} = MAX \left( 0 ; WA_{ku} - \sum_{i=NBL} BL_{ku}^i \right)$$

met:

OVB= opvolging van de belasting;

ku=kwartuur;

WA= werkelijke afname van het hierboven vermelde afnamepunt;

NBL= aantal blokleveringen in het hierboven vermelde afnamepunt;

BL= bloklevering.

Deze opvolging van de belasting vermenigvuldigd met (1+X) (waarbij X een correctie is voor de netverliezen volgens het artikel 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie) zal de waarde zijn die opgenomen wordt in de evenwichtsperimeter van de Evenwichtsverantwoordelijke belast met de opvolging. De factor X zal, uitgedrukt in een percentage, gepubliceerd worden op de internet site van ELIA en kan aangepast worden indien nodig op basis van de gemeten verliezen.

B: Toekenning van [bloklevering] aan de perimeter van  
[evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering]

Wanneer de werkelijke afname, voor een gegeven kwartuur, in het hierboven vermelde afnamepunt hoger of gelijk is dan de waarde van [bloklevering] zoals hierboven aangegeven,

<sup>3</sup> Netverliezen: de energie die verloren gaat in het ELIA-net door het fysisch mechanisme gekend als het Joule-effect.

(of som van de blokleveringen indien er meer dan 1 bloklevering is), zal de waarde van [bloklevering] zoals hierboven aangegeven, vermenigvuldigd met  $(1+X)$  opgenomen worden in de evenwichtsperimeter van [evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering].

Indien de werkelijke afname, voor een gegeven kwartuur, in het hierboven vermelde afnamepunt lager ligt dan de waarde van [bloklevering] zoals hierboven aangegeven, (of som van de blokleveringen indien er meer dan 1 bloklevering is), zal,

- in geval er slechts 1 bloklevering is op het betrokken afnamepunt, de werkelijke afname, vermenigvuldigd met  $(1+X)$  opgenomen worden in de evenwichtsperimeter van [evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering].
- in geval van meerdere blokleveringen, zal de werkelijke afname, vermenigvuldigd met  $(1+X)$ , pro rata van de waarde van de blokleveringen voor het betrokken kwartuur, verdeeld worden. Het zo bekomen deel van [evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering] zal opgenomen worden in zijn evenwichtsperimeter.

Handtekening netgebruiker

---

Handtekening [evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering]

---

Handtekening toegangshouder (ingeval verschillend van netgebruiker)

---

Handtekening ELIA

---